Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 27 juillet 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°685 ■

1ère ÉDITION DU SALON "TAM-WIL 2025"

Plus de 50 exposants attendus

P 16

UN RESPONSABLE D'AFREXIMBANK L'A SOULIGNÉ

L'Algérie, moteur de l'intégration africaine

Troisième économie du continent et actionnaire influent de la Banque africaine d'import-export, l'Algérie s'affirme comme un acteur central dans le renforcement des échanges commerciaux et, plus encore, de l'intégration économique en Afrique. Elle constitue ainsi un levier stratégique pour accélérer l'intégration commerciale et économique du continent, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). P 3

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

Le chiffre d'affaires en hausse de 39%, à 99,7 milliards de DA

La Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) poursuit sa transformation stratégique avec des indicateurs financiers et opérationnels en nette progression. En misant sur la rationalisation des dépenses, le développement des infrastructures et le renforcement de la production locale, la PCH ambitionne de consolider son rôle de pilier du système de santé algérien, tout en s'inscrivant dans une logique de performance économique durable.

P 2

LIGNE FERROVIAIRE OUM EL ASSEL–TINDOUF

Les travaux de réalisation s'accélèrent

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) poursuit plusieurs grands projets de développement ferroviaire en Algérie, notamment la ligne minière ouest (Béchar–Tindouf–Gara Djebilet) et la ligne Alger–Tamanrasset.

P 3

ATTRIBUTION DE LICENCES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Alnaft prépare un second appel d'offres

Après le succès de la première ronde « l'AlgeriaBid Round 2024 », clôturée en juin dernier, les autorités algériennes s'apprêtent à lancer une seconde phase de ce vaste processus d'attribution de licences pétrolières et gazières. Cette nouvelle étape est prévue pour la fin de l'année 2025 ou le début de 2026, avec pour objectif de capitaliser sur l'intérêt manifesté par les grandes compagnies internationales et de renforcer ainsi l'investissement étranger dans un secteur stratégique pour l'économie nationale.

P 5

SEAAL- ALGERIA VENTURE- NESDA

Des conventions pour renforcer l'innovation et la sous-traitance P 4

ALGÉRIE-ITALIE

Un nouveau cap dans la coopération numérique P 3

ILLIZI

Mise en place d'un plan de prévention des risques de feux de forêts et de récoltes P 6

DYSFONCTIONNEMENT TECHNIQUE AU BARRAGE DE TAKSEBT

L'ADE de Tizi-Ouzou rassure sur la qualité de l'eau

La couleur jaunâtre de l'eau potable distribuée aux foyers alimentés par le barrage de Taksebt est due à un "dysfonctionnement temporaire" survenu dans le système de traitement, a indiqué samedi l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) de Tizi-Ouzou dans un communiqué. L'établissement précise que cette "altération" est la conséquence d'une "brève coupure de courant électrique, survenue dans la nuit de mercredi à jeudi derniers et ayant affecté le système de traitement de la station du barrage de Taksebt". Les services de l'ADE ont tenu à rassurer la population quant à la sécurité et à la potabilité de l'eau. Le communiqué indique que "malgré le changement de couleur, les analyses ont confirmé que les critères de sécurité et de conformité de l'eau potable n'avaient pas été affectés. Un bon niveau de chlore a notamment été enregistré au niveau du réservoir principal". Les mêmes services ont également assuré que le phénomène de turbidité de l'eau "s'estompera progressivement" et que "la situation devrait revenir à la normale dans les prochaines heures". Pour rappel, le barrage de Taksebt, d'une capacité de stockage de 180 millions de m³, alimente plusieurs communes de Tizi-Ouzou, ainsi qu'une partie des wilayas de Boumerdes et d'Alger.

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

Le chiffre d'affaires en hausse de 39%, à 99,7 milliards de DA

La Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) poursuit sa transformation stratégique avec des indicateurs financiers et opérationnels en nette progression. En misant sur la rationalisation des dépenses, le développement des infrastructures et le renforcement de la production locale, la PCH ambitionne de consolider son rôle de pilier du système de santé algérien, tout en s'inscrivant dans une logique de performance économique durable.

Par Sirine R.

Cette ambition se traduit en chiffres : une croissance de 39 % du chiffre d'affaires est enregistrée au premier semestre 2025, atteignant 99,7 milliards de dinars, contre 71,5 milliards pour la même période en 2024. Il est à rappeler que la projection annuelle pour 2025 table sur 207,9 milliards de dinars, marquant une dynamique de croissance soutenue.

En parallèle, la valeur des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux réceptionnés connaît également une forte augmentation, atteignant 103,5 milliards de dinars pour le 1er semestre 2025, contre 73,2 milliards pour la même période en 2024, soit une progression de 41 %. Le volume total des réceptions devrait culminer à 224,5 milliards de dinars d'ici la fin 2025.

Dans le cadre de l'amélioration de la couverture thérapeutique et de la sécurisation de l'approvisionnement, la PCH prévoit une hausse de 55,5 % des réceptions de médicaments anticancéreux en 2025 par rapport à 2024. Cette évolution reflète la volonté d'assurer une disponibilité renforcée des traitements vitaux, dans un contexte où les maladies chroniques et le cancer constituent des enjeux majeurs de santé publique.

Par ailleurs, et malgré l'expansion de ses activités, la PCH enregistre une baisse de 28 % des dépenses de fonctionnement au premier semestre 2025 par rapport à la même période en 2024.

Cette rationalisation des charges témoigne d'une gestion plus rigoureuse des ressources, appuyée par des mécanismes de contrôle interne et une optimisation des flux logistiques.

Afin d'accompagner cette dynamique, la PCH déploie un plan ambitieux de développement des infrastructures, avec une augmentation de 45 % de ses capacités de stockage. La superficie actuelle de 54 248 m² passera ainsi à 78 865 m², permettant une gestion plus efficiente des stocks stratégiques et une meilleure couverture du territoire national.

En cohérence avec les orientations nationales en matière de sécurité sanitaire, la PCH intensifie ses efforts pour renforcer le recours à la production locale. À ce titre, des partenariats solides ont été noués avec les producteurs nationaux, en vue de garantir la disponibilité des produits essentiels, réduire la dépendance aux importations et stimuler l'économie locale.

En somme, les performances enregistrées par la Pharmacie Centrale des Hôpitaux au cours de ce premier semestre 2025 confirment une stratégie axée sur la modernisation, l'efficacité économique et la souveraineté sanitaire. En conjuguant développement logistique, optimisation budgétaire et soutien à la production nationale, la PCH s'impose progressivement comme un acteur stratégique majeur au carrefour de la santé et de l'économie.

MÉDIAS NUMÉRIQUES

Des sessions de formation au profit des jeunes à El Tarf

Des sessions de formation des jeunes aux médias numériques, destinées à développer leurs compétences, organisées par la Commission des médias et de la communication du Conseil supérieur de la jeunesse, réunissent depuis samedi à El Tarf une centaine de jeunes venus de différentes régions du pays. Selon les organisateurs de cet événement, abrité par la maison de jeunes Ahmed-Betchine, ces assises s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des programmes annuels du Conseil supérieur de la jeunesse afin d'encourager les contributions des jeunes dans le domaine des médias numériques. Le vice-président du Conseil supérieur de la jeunesse, Houssem Ferhani, a précisé, à l'ouverture des travaux, que ces sessions de formation regroupent 100 jeunes hommes et femmes dont l'activité est en lien avec l'information et la communication, venus de différentes régions du pays, tels que des étudiants, des journalistes, des correspondants de presse et des webmasters. Au cours de ces sessions, trois (3) ateliers ont été ouverts autour du "rôle des médias numériques dans la promotion des stratégies de développement durable dans les zones frontalières", du "rôle des médias dans la sensibilisation et l'épanouissement de la jeunesse dans les zones frontalières" et de la "sécurité de l'information pour la jeunesse algérienne dans les zones frontalières".

FICHIER NATIONAL D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES

Mise en place d'un système national intégré

Synthèse R E.

L'adoption du dispositif du Fichier national d'immatriculation des véhicules constitue une première étape dans le processus de mise en place d'un système national intégré de gestion des véhicules, permettant leur suivi depuis leur mise en circulation jusqu'au retrait définitif de la circulation, indique la direction de la modernisation, de la documentation et des archives au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la modernisation, de la documentation et des archives au ministère, M. Amar Bouderbala, a affirmé que le dispositif du fichier national d'immatriculation des véhicules s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, liée à la transformation numérique, et vient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à cet égard, ce dispositif étant une première étape dans le processus de mise en place d'un système national intégré de gestion des véhicules". Dans le cadre de l'activation de ce dispositif, "une plateforme numérique centrale a été mise en place pour la gestion d'une base de données centralisée unifiée et sécurisée, permettant l'interconnexion automatique et instantanée avec différents secteurs concernés, tels que les services de la Sûreté nationale, des Douanes et du ministère de l'Industrie", a ajouté M. Bouderbala Il a, également, souligné que cette interconnexion "permettra de réduire le phénomène de falsification des dossiers des véhicules, et de faciliter la procédure d'immatriculation et de transfert de propriété". Ce système devrait en outre, "ouvrir la voie à des services numériques futurs, tels que le traitement automatisé des données de vente en ligne". M. Bouderbala a estimé que le fichier national d'immatriculation des véhicules "se veut un premier pas vers la concrétisation du système national intégré de gestion des véhicules, à même de permettre, à l'avenir, de contracter une assurance automobile à travers une connexion automatique aux compagnies d'assurance, la connexion aux systèmes de détection automatique des contraventions et la connexion aux systèmes de détection automatique des véhicules recherchés par les services de sécurité, en sus d'un système intégré pour le suivi du véhicule depuis l'année de sa mise en marche jusqu'à son retrait définitif de la circulation". Dans ce contexte, il a affirmé que le nouveau système d'immatriculation des véhicules est considéré également comme "l'une des principales bases de la transition numérique réalisée par les services du ministère de l'Intérieur, en coordination avec les différents secteurs ministériels concernés par ce domaine". Le système en question repose sur plusieurs opérations numériques, dont "la connexion directe au registre automatique de l'Etat civil, la lecture des données du propriétaire du véhicule comme la carte d'identité nationale pour identifier le propriétaire, sans besoin de saisir manuellement les données".

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN RESPONSABLE D'AFREXIMBANK L'A SOULIGNÉ

L'Algérie, moteur de l'intégration africaine

Troisième économie du continent et actionnaire influent de la Banque africaine d'import-export, l'Algérie s'affirme comme un acteur central dans le renforcement des échanges commerciaux et, plus encore, de l'intégration économique en Afrique. Elle constitue ainsi un levier stratégique pour accélérer l'intégration commerciale et économique du continent, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Par Sirine R.

C'est ce que le directeur de la facilitation du commerce et de la promotion des investissements à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), M. Gainmore Zanamwe, a souligné dans une déclaration accordée à l'APS. Sa désignation comme pays hôte de la 4 Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, reflète d'ailleurs cette dynamique.
M. Zanamwe a salué l'engagement politique de l'Algérie envers les causes africaines et son rôle historique dans le soutien aux mouvements de libération, soulignant que ses atouts économiques lui confèrent un «avantage évident» pour contribuer activement à la mise en œuvre de la ZLECAf, à laquelle 49 pays ont déjà adhéré. Il a relevé que l'Algérie dispose d'un potentiel compétitif dans des secteurs porteurs tels que l'agriculture, les mines, l'innovation et les start-up, et qu'elle peut établir des partenariats économiques durables avec les pays du continent, grâce à une base industrielle diversifiée.
Selon l'intervenant, la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue du 4 au 10 septembre prochain à Alger, constituera une étape majeure pour promouvoir le climat des affaires et les opportunités d'investissement offertes par l'économie nationale auprès des milieux d'affaires africains et internationaux.
Organisé conjointement par Afreximbank, le secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union africaine, en partenariat avec l'Algérie, l'événement enregistrera une participation record d'opérateurs économiques africains et étrangers, a-t-il indiqué. Pour la première fois, cette édition accordera une place importante à l'innovation et aux start-up, en reconnaissance de la contribution croissante de l'Algérie à l'économie du savoir.
Selon M. Zanamwe, cette foire constitue une plateforme essentielle pour concrétiser les objectifs de la ZLECAf. La participation attendue comprend 147 pays, dont près de 40 africains, quelque 2.000 exposants et plus de 35.000 visiteurs. Il a salué les facilitations accordées par les autorités algériennes, notamment le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, assurant que les préparatifs avancent à un rythme soutenu, avec des travaux en cours au Palais des expositions pour aménager de nouveaux espaces. Des réunions techniques intensives se poursuivent afin d'assurer le succès de cette édition, a-t-il ajouté.

L'innovation à l'honneur durant l'édition 2025

L'IATF offrira une occasion unique de connecter les acteurs économiques et de fournir des informations précises sur les marchés africains, dans un contexte où le déficit d'informations économiques constitue un frein aux échanges intra-africains, limités à 15%, selon M. Zanamwe.
Il a souligné que l'un des principaux objectifs de la Foire est de "briser cette barrière" en favorisant la conclusion directe d'accords entre vendeurs et acheteurs. Des contrats commerciaux et d'investissement d'une valeur supérieure à 44 milliards de dollars sont attendus.
M. Zanamwe a rappelé les retombées concrètes des précédentes éditions (Egypte 2018, Afrique du Sud 2021, Egypte 2023), exprimant l'espoir que l'édition algérienne connaîtra un succès équivalent, voire supérieur. Un espace spécifique sera réservé aux entrepreneurs, chercheurs et start-up, afin de leur permettre de présenter leurs projets et d'entrer en contact avec des investisseurs et des fonds de financement.

ALGÉRIE-ITALIE

Un nouveau cap dans la coopération numérique

Par S R.

La visite officielle du Président Abdelmadjid Tebboune en Italie a été marquée par la signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine stratégique de la poste et des télécommunications. Ce partenariat, conclu en marge du 5e sommet intergouvernemental algéro-italien, reflète une volonté partagée de bâtir un avenir numérique commun, connecté, sécurisé et souverain.
Selon un communiqué de presse du ministère de la Poste et des Télécommunications, le mémorandum d'entente a été paraphé par M. Sid Ali Zerrouki, ministre de la Poste et des Télécommunications, et M. Adolfo Urso, ministre italien des Entreprises et du Made in Italy. Il vise à renforcer, promouvoir et développer la coopération bilatérale dans les domaines de la poste, des infrastructures numériques et des services de communication.
Le document signé porte sur «le développement de l'infrastructure des télécommunications, notamment en matière de bande passante internationale et de réseaux sous- marins internationaux, le développement des services postaux et de télécommunications au profit des citoyens des deux pays, et les mécanismes garantissant leur pérennité en toutes circonstances, outre l'optimisation des compétences des employés du secteur dans les deux pays, à travers l'organisation d'ateliers techniques et de sessions de formation pour les experts des deux parties», ajoute la même source.
Il s'agit également du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Italie, à travers l'encouragement des partenariats entre les opérateurs dans le domaine des télécommunications, en vue de renforcer l'interconnexion internationale et les services de données mobiles, le cloud computing, ainsi que les solutions de la 5G et de l'Internet des objets (IoT).
Par ailleurs, le mémorandum d'entente prévoit «le renforcement de la coopération dans certains domaine d'importance majeure dont la sécurité des données et la cybersécurité, la radiocommunication et la gestion du spectre des fréquences, ainsi que la promotion de l'innovation».
Lors de sa rencontre avec le ministre italien, M. Zerrouki a souligné «la profondeur des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Italie, lesquelles connaissent aujourd'hui une mutation qualitative, passant d'un partenariat traditionnel à un partenariat d'avenir basé sur une vision commune et une feuille de route claire, afin de construire un avenir connecté, sécurisé et innovant».
Il a également souligné que «la souveraineté ne se limite plus aux territoires et aux frontières, mais s'étend aux données, aux infrastructures numériques et aux capacités technologiques, d'où la nécessité pour les relations algéro-italiennes de s'ériger en modèle pionnier d'intégration numérique et de coopération technologique commune, dans le but de renforcer la souveraineté numérique des deux pays de manière à servir leurs intérêts stratégiques face aux mutations mondiales effrénées».
Au terme de la rencontre, M. Zerrouki a affiché «son grand intérêt à réunir toutes les conditions nécessaires pour assurer la mise en œuvre et le suivi effectifs et méthodiques de la teneur du mémorandum», réaffirmant «l'engagement à prendre des mesures pratiques et concrètes pour concrétiser cette coopération sur le terrain, au mieux des deux pays».

LIGNE FERROVIAIRE OUM EL ASSEL–TINDOUF

Les travaux de réalisation s'accélèrent

Par Réda Hadi

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) poursuit plusieurs grands projets de développement ferroviaire en Algérie, notamment la ligne minière ouest (Béchar–Tindouf–Gara Djebilet) et la ligne Alger–Tamanrasset.
S'agissant de la première ligne, les travaux de réalisation et d'équipement de la ligne ferroviaire Oum El Assel–Tindouf, sur 175 km, partie intégrante du mégaprojet de la ligne minière Béchar–Tindouf–Gara Djebilet (950 km), connaissent une avancée accélérée, a indiqué l'Anesrif.
La ligne minière Gara Djebilet–Tindouf–Béchar, qui est l'un des plus grands projets ferroviaires du pays, progresse à un rythme soutenu, dans le respect des engagements des maîtres d'ouvrage.
En effet, le projet est suivi de près par la Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned), qui supervise l'avancement des travaux de ce projet stratégique long de 950 km. Il s'agit de l'étape la plus importante du mégaprojet de la mine de fer de Gara Djebilet, considéré comme le plus grand investissement public des dernières années en Algérie.
Selon le directeur de la communication de l'Anesrif, les travaux de réalisation et d'équipement sur l'axe Oum El Assel–Tindouf (175 km) avancent à une cadence accélérée.

Avancée physique du chantier

Cette section de la ligne est marquée par une progression notable, notamment à travers la réalisation de 1 603 397 m³ de déblais, soit 100 % du volume prévu, et de 9 374 511 m³ de remblais sur un total de 9 504 511 m³, ce qui représente un taux de réalisation de 99 %, selon le même responsable.
Le respect des délais de livraison demeure l'une des priorités des hautes autorités du pays, ce projet étant classé urgent en raison de son importance stratégique.
La mine de Gara Djebilet renferme une réserve estimée à 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, que l'Algérie entend valoriser pour relancer son économie. Sans ligne ferroviaire, cette richesse n'a aucune valeur marchande.Concernant ce tronçon, il a été procédé à la réalisation de 162 577 mètres linéaires de couche de forme sur les 173 600 mètres programmés, soit une avancée de 94 %, ainsi qu'à 144 825 mètres linéaires de couche de fondation sur 173 600 mètres prévus, soit un taux de 83 %, a ajouté le directeur. En ce qui concerne la couche de sous-ballast, sur un objectif de 173 600 mètres linéaires, 99 150 mètres ont été finalisés. Il a également été signalé la pose de 20 000 mètres linéaires de voie sur les 212 631 mètres prévus, et l'installation de 96 893 unités de traverses sur un total de 348 762.
Pour les ouvrages de drainage, 177 unités ont été réalisées sur 184 prévues. Par ailleurs, huit viaducs totalisant plus de 2,5 km sont en cours de réalisation, avec un taux d'avancement de 70 %. Les travaux de sept autres passages submersibles et passages inférieurs progressent également à 70 %, selon M. Mazzar.

Un calendrier maîtrisé

S'agissant des infrastructures destinées aux voyageurs, les travaux de la gare de Tindouf, construite selon les normes nationales et internationales, avancent également rapidement. L'édifice est implanté sur une superficie de 18 000 m², dont 2 800 m² bâtis. Les travaux de ce tronçon ainsi que ceux de la gare voyageurs de Tindouf, réalisés par un groupement d'entreprises publiques composé de SNTP, GCB, INFRAFER, INFRARAIL et SAPTA, devraient être finalisés et réceptionnés avant fin 2025, a précisé la même source. Auparavant et dans le cadre du même mégaprojet de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara-Djebilet, il a été procédé à la réception et mise en service du premier tronçon de 100 km reliant Bechar à Abadla, qui a été inauguré par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le mois d'avril passé et celui de Tindouf au gisement de fer de Gara-Djebilet sur 135 km, rappelle-t-on.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Vers un partenariat élargi entre l'Algérie et les agences onusiennes

Examen des moyens de développer le partenariat entre l'ONU et l'Algérie Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a reçu l'ambassadrice et coordinatrice résidente des Nations Unies en Algérie, Mme Savina Claudia Ammassari avec laquelle il a abordé les moyens de soutenir et de développer le partenariat entre les deux parties dans les domaines de la formation professionnelle, indique, jeudi, un communiqué du ministère.
La rencontre, qui s'est déroulée, mercredi soir, a été une occasion pour "échanger les vues sur les moyens de soutenir et de développer le partenariat dans les domaines de la formation professionnelle, en synergie avec les objectifs de développement durable et les priorités du Gouvernement".
Dans ce contexte, le ministre a réaffirmé "l'engagement de son secteur à contribuer efficacement à réaliser les objectifs de développement durable, à travers le développement du système de formation et d'enseignement professionnels et le renforcement de l'insertion socio-économique des jeunes". Les deux parties ont également passé en revue "les perspectives de la coopération technique et les programmes de soutien à activer en coordination avec les agences et les organisations spécialisées des Nations Unies", ajoute le communiqué, précisant que le ministère compte plusieurs projets stratégiques communs avec différentes instances onusiennes, ce qui "reflète la volonté commune de renforcer les efforts de réforme et de modernisation que connait le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en Algérie".

SEAAL- ALGERIA VENTURE- NESDA

Des conventions pour renforcer l'innovation et la sous-traitance

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a signé, avant-hier à Alger, des conventions avec l'accélérateur public Algeria Venture et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), ainsi qu'avec nombre de micro-entreprises spécialisées dans l'innovation ouverte et la sous-traitance, dans le but d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement. Présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Omar Bougueroua, et la Secrétaire générale du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nacima Arhab, la cérémonie de signature s'est déroulée au Centre de formation aux métiers de l'eau relevant de la SEAAL. A cette occasion, le Directeur général de la SEAAL, Lyes Mihoubi, et le Directeur Général d'Algeria Venture, Lyes Abdoun, ont signé une convention-cadre, en vertu de laquelle l'accélérateur public fournira des programmes de formation aux start-up opérant dans le domaine de l'économie verte, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en Algérie, selon les explications fournies lors de l'événement. Cette convention permettra d'établir un cadre général de coopération permettant aux start-up de proposer des solutions innovantes aux problèmes rencontrés par la SEAAL, en misant sur les technologies de pointe et l'innovation ouverte axée sur le partage de connaissances dans le cadre de partenariats. La SEAAL a également signé avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, représentée par son Directeur général, Bilal Achacha, une convention permettant à la SEAAL d'intégrer la plateforme numérique dédiée à la sous-traitance de la NESDA, en vue de faciliter les partenariats entre l'entreprise publique et les micro-entreprises opérant dans le secteur de l'eau. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un mémorandum d'entente signé par les deux parties en mars dernier, en vue de faciliter l'accès des jeunes porteurs de micro-projets à des contrats de sous-traitance avec les entreprises économiques. La rencontre a, par ailleurs, été marquée par la signature de conventions entre la SEAAL et nombre de micro-entreprises opérant dans le domaine du bâtiment et de la plomberie, en vue de participer à la réalisation de projets dans les wilayas d'Alger et de Tipasa. S'exprimant à cette occasion, le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique a réaffirmé l'engagement du département ministériel à accompagner pleinement les start-up, soulignant que le secteur était disposé à travailler davantage avec la SEAAL pour étendre l'usage des technologies modernes dans plusieurs domaines, notamment l'irrigation. De son côté, Mme Arhab a indiqué que ces conventions visaient à trouver des solutions aux problèmes rencontrés par la SEAAL, tout en offrant des marchés aux start-up pour leurs produits et services, faisant savoir que le premier projet dans ce cadre concernera le dessalement de l'eau de mer.

IMPORTATION DE MARCHANDISES POUR LA REVENTE EN L'ÉTAT

Les opérateurs économiques appelés à mettre à jour leur situation

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a appelé, jeudi dans un communiqué, les opérateurs économiques intervenant dans le domaine de l'importation de biens et marchandises destinés à la revente en l'état, dont les marchandises sont actuellement au niveau des ports algériens et qui n'ont pas pu effectué la domiciliation bancaire ou les procédures de dédouanement, à présenter une série de documents pour mettre à jour leur situation. Il s'agit de soumettre une copie du registre de commerce, une copie de l'avis d'arrivée des marchandises avant la date du 24 juillet 2025, une facture définitive et le document de domiciliation bancaire si disponible, précise la même source. Les documents en question doivent être envoyés à l'adresse électronique "avis.revent@mcepe.gov.dz", indique le communiqué, précisant que tout envoi non effectué via l'adresse électronique sus-mentionnée, ne sera pas pris en compte. Le ministère a informé, dans un autre communiqué, les opérateurs économiques intervenant dans l'importation à leur compte (gestion et/ou équipement) et qui n'ont pas pu réglé leur tableaux prévisionnels auprès des secteurs concernés, que l'adresse électronique "reclam.ppfonctionnemnt@mcepe.gov.dz" est mise à leur disposition pour envoyer leurs programmes. Les opérateurs concernés doivent fournir une lettre explicative justifiant l'absence de signature sur le tableau, signée et cachetée, une copie du tableau prévisionnel, signée et cachetée, une copie du registre du commerce, et le procès-verbal de constat de l'existence de l'usine (en activité ou en cours de construction), délivré par un huissier de justice, et ce avant le 10 août prochain. Concernant le dépôt du programme prévisionnel d'importation pour le 2e semestre 2025 relatif aux opérations d'importation dans le cadre de la gestion et/ou de l'équipement, et vu les demandes urgentes de prolongation des délais introduites par les opérateurs économiques, les délais de dépôt ont été prolongés au 10 août prochain, précise le communiqué du ministère.

MONNAIE

Le dollar poussé par les espoirs d'accords commerciaux

Le dollar gagne du terrain vendredi, aidé par la perspective d'accords commerciaux entre les Etats-Unis et leurs partenaires, notamment avec l'Union européenne (UE). Vers 18H00 GMT, le dollar progressait de 0,12% face à la monnaie unique européenne, à 1,1736 dollar pour un euro et prenait 0,65% à la livre, à 1,3423 dollar pour une livre. Le président américain Donald Trump a affirmé vendredi que la probabilité que les Etats-Unis concluent un accord commercial avec l'Union européenne était de "50-50". Selon plusieurs sources européennes, ce compromis prévoit des surtaxes douanières de 15% sur les exportations européennes à destination des Etats-Unis, avec des exemptions notamment sur l'aéronautique, les spiritueux ou certains médicaments. C'est bien en deçà des 30% que Donald Trump menace d'appliquer. L'administration Trump compte pour l'heure cinq accords à son actif, avec le Royaume-Uni, le Japon, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	426,00	NC	0,00	0,76	1,00	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 450,00	1450,00	0,00	0,91	2,41	9,32	5,36	41634	60 369 300,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	2460,00	-1,60	0,06	4,03	7,38	7,32	294	723 240,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 175,00	2283,00	+4,97	-0,68	0,58	10,89	5,48	1517	3 463 311,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,35	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,67	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 جويلية 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Juillet 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	54	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	72	86	58	الطماطم		
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف		
	Ail sec	423	489	358	الثوم الجاف		
	Carotte	95	107	84	الجزر		
	Navet	120	133	106	لفت		
	Poivron	97	109	84	الفلفل الاخضر		
	Piment	115	133	97	الفلفل الحار		
	Courgette	86	99	74	الكوسة		
	Haricot vert	236	255	217	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	102	115	89	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	386	467	305	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	578	708	448	التمر		
	Banane	433	444	420	الموز		
	Melon	101	116	85	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	72	83	60	البطيخ الاحمر		
	Raisin	267	324	209	العنب		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1780	1908	1652	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	337	350	324	الدجاج		
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)		

ATTRIBUTION DE LICENCES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Alnaft prépare un second appel d'offres

Après le succès de la première ronde « l'AlgeriaBid Round 2024 », clôturée en juin dernier, les autorités algériennes s'apprêtent à lancer une seconde phase de ce vaste processus d'attribution de licences pétrolières et gazières. Cette nouvelle étape est prévue pour la fin de l'année 2025 ou le début de 2026, avec pour objectif de capitaliser sur l'intérêt manifesté par les grandes compagnies internationales et de renforcer ainsi l'investissement étranger dans un secteur stratégique pour l'économie nationale.

Par Mourad. A.

Conduite par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), cette deuxième ronde s'inscrit dans un plan quinquennal ambitieux qui prévoit cinq cycles d'appel d'offres d'ici 2028. Après un premier round principalement axé sur les ressources gazières, Alger souhaite aller plus loin en adaptant son dispositif aux attentes du marché et en ciblant de nouveaux investisseurs, dans un contexte énergétique mondial en constante mutation.

Alnaft a d'ailleurs annoncé la mise en place d'une "procédure de présélection" des blocs, permettant aux entreprises intéressées d'identifier en amont les zones les plus attractives. Sur ce point, Samir Bakhti, président de l'Agence, a affirmé à « Argus Media », tel que rapporté par la plateforme spécialisée « Attaqa.net » : « Nous discutons de tout : les règles de la ronde, les aspects économiques, les critères de qualification… Nous sommes ouverts à l'écoute et prêts à ajuster notre offre ». Cette nouvelle approche vise à élargir la concurrence, après une première série marquée par l'attribution de cinq blocs sur six, mais avec une compétition limitée où seul le bloc "Zarafa 2" avait suscité plusieurs offres. Les autorités espèrent ainsi accroître l'attractivité des prochaines zones mises en adjudication.

Lancée dans le cadre de la loi sur les hydrocarbures et clôturée en juin 2025, la première ronde a permis la signature de cinq contrats d'une durée de 30 ans, dont sept années dédiées à l'exploration. Encadrées par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, ces signatures se sont traduites par un engagement d'investissements d'un montant minimum de 936 millions de dollars, dont 533 millions alloués à l'exploration et 403 millions au développement. Les partenaires étrangers impliqués, parmi lesquels TotalEnergies, Eni, Sinopec, QatarEnergy, PTTEP, Zebec, Zangas ou encore Philada, collaborent désormais avec Sonatrach sur des blocs stratégiques couvrant des régions telles qu'Illizi, Adrar, Ouargla, ou encore Béchar.

À la clé, l'exploitation de réserves estimées à 700 milliards de mètres cubes de gaz et 560 millions de barils de pétrole brut.Avec la seconde phase, l'Algérie cherche à asseoir sa position de fournisseur énergétique de référence, tout en modernisant ses mécanismes d'appel d'offres et en valorisant ses immenses potentialités en hydrocarbures. La feuille de route est tracée, et l'attention du secteur mondial de l'énergie reste braquée sur Alger, dans l'attente de la prochaine grande échéance.

ALGÉRIE-CHINE

De nouvelles perspectives pour la coopération énergétique

Par M. A.

L'Algérie et la Chine renforcent leur partenariat énergétique grâce à un nouvel accord stratégique signé entre Sonatrach et le géant chinois Sinopec. Ce contrat, d'une valeur de 850 millions de dollars, vise à intensifier la coopération dans l'exploration et le développement des ressources gazières, selon les informations relayées par l'agence Reuters.

Ce contrat porte spécifiquement sur le développement conjoint du champ de Hassi Berkane-Nord, un gisement situé dans le sud du pays. Cette dynamique s'est récemment poursuivie avec l'annonce d'un nouvel accord entre les deux partenaires, cette fois pour l'exploration du bloc Guern El Guessa II (GEG), situé dans le bassin de Gourara-Timimoun, au sud-ouest de l'Algérie. Ce périmètre stratégique, d'une superficie de 36 000 km², abrite des ressources prouvées en gaz naturel conventionnel, d'après les évaluations techniques menées par Sinopec.

L'attribution de ces blocs s'inscrit dans le cadre d'un appel d'offres international lancé par les autorités algériennes, affirmant ainsi leur volonté d'attirer davantage d'investissements étrangers dans l'amont pétrolier et gazier. Cette démarche s'appuie sur les dispositions de la loi sur les hydrocarbures de 2019, qui vise à stimuler l'investissement et à accroître la compétitivité du secteur.

Dans cette même dynamique, une autre entreprise chinoise, ZhongmanPetroleum and Natural GasCompany (ZPEC), a également été retenue pour le développement du bloc Zerafa II, attribué à la suite du même processus d'appel d'offres. Cette convergence d'investissements chinois souligne l'intérêt croissant de Pékin pour le potentiel énergétique algérien. Ces accords traduisent une vision partagée de partenariat énergétique à long terme entre Alger et Pékin. Ils reflètent la volonté des deux pays de consolider des projets structurants dans le secteur des hydrocarbures, en misant sur le transfert de technologies et la mutualisation des expertises. À l'heure où la demande mondiale de gaz demeure soutenue, l'Algérie affirme sa place comme acteur énergétique de référence, en s'adossant à des alliances solides avec des partenaires internationaux de premier plan.

HYDROCARBURES

Les filiales de Sonatrach signent des accords avec des compagnies libyennes

Par R E.

Quatre mémorandums d'entente ont été signés, jeudi à Alger, entre des filiales et structures relevant du groupe pétrolier Sonatrach, et des compagnies libyennes, dont la compagnie pétrolière nationale de la Libye (National Oil Corporation-NOC) sur la coopération dans les domaines technique et opérationnel, la formation et le transfert de la connaissance. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de Sonatrach, sous la supervision du vice-président chargé de l'exploration et de la production, Farid Djettou, en tant que représentant du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, en présence du membre du Conseil d'administration de la NOC, Hussain Safar et des présidents des commissions d'orientation conjointes entre Sonatrach et la compagnie libyenne, Youcef Khanfar et Bachir Karia. Le premier mémorandum d'entente qui concerne le domaine de la géophysique, a été signé par l'Entreprise nationale de géophysique (ENAGEO), filiale de Sonatrach et la compagnie libyenne National gestion commerce organisation (Nageco) dans le but de fusionner les ressources des deux compagnies pour la réalisation de travaux de géophysique, de traitement et d'interprétation sismiques. Le deuxième mémorandum lié au domaine des services aux puits, a été signé entre l'Entreprise nationale de services aux puits (ENSP) relevant de Sonatrach et la compagnie libyenne JOT pour l'exécution des services de pétrole et de gaz en Algérie et à l'étranger y compris en matière de test et forage de puits.

Le troisième mémorandum qui concerne les activités et analyses de laboratoires, a été signé entre la division Laboratoires dépendant de l'activité Exploration et Production de Sonatrach, et le centre de recherches pétrolières relevant de la NOC. Ce mémorandum permettra d'effectuer conjointement des activités de laboratoires et des analyses dans le cadre des projets de partenariat entre Sonatrach et la compagnie libyenne, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature. Le quatrième mémorandum d'entente qui a trait à la formation et au transfert de connaissance, a été signé entre Sonatrach et la NOC dans le but de renforcer la coopération en matière de formation dans toutes les spécialités relatives à la chaine des valeur des hydrocarbures. Les accords signés visent à booster la coopération dans divers domaines comme la formation et le transfert de compétences dans toutes les spécialités relatives au secteur des hydrocarbures, à travers l'évaluation, le développement des compétences et le partage d'expériences entre Sonatrach et les Instituts de formation relevant du Groupe, à l'instar de l'Institut algérien du pétrole (IAP) et l'Académie de management de Sonatrach et des établissements similaires relevant de la NOC, a expliqué M. Youcef Khanfar.

Ces accords permettront d'évaluer et de mettre à niveau les formateurs, en sus de favoriser le partage des meilleures pratiques en matière de formation, de fournir le matériel de forage et d'intervention au niveau des puits, et d'assurer les services de maintenance et de formation, selon le même responsable. Dans une allocution au nom du PDG de Sonatrach, le vice-président chargé de l'exploration et de la production a souligné l'importance des documents de coopération signés, précisant qu'ils instaurent "un nouveau cadre de coopération entre le groupe Sonatrach et la compagnie pétrolière nationale de la Libye" et ouvrent aux deux parties "des perspectives prometteuses de coopération directe et efficace dans des domaines spécialisés et importants".

M. Djettou a ajouté qu'il s'agit "d'un nouveau jalon qui s'ajoute au socle du partenariat stratégique que nous comptons renforcer entre l'Algérie et la Libye", soulignant que Sonatrach "a été et continue d'être présente dans le secteur énergétique libyen à travers des contrats d'exploration et de production, notamment depuis 2005 sur le bloc 65 et depuis 2008 sur le bloc 95/96". De son côté, le membre du Conseil d'administration de la NOC, Hussain Safar, a affirmé que la signature de ces mémorandums souligne la profondeur des relations historiques entre les deux pays frères, exprimant la volonté de la Société libyenne de renforcer les relations et de construire un partenariat solide avec le groupe Sonatrach à tous les niveaux.

CONSTANTINE

Début de l'indemnisation de 29 agriculteurs sinistrés par les précipitations de grêles

La Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de la wilaya de Constantine a entamé jeudi l'opération d'indemnisation de 29 agriculteurs dont les récoltes ont été affectées par les récentes précipitations de grêles. Dans une déclaration à l'APS en marge du lancement de l'opération au siège de la caisse dans la zone industrielle Palma, le directeur de la caisse, Amar Manaa, a précisé que ces indemnisations opérés au profit de 29 agriculteurs sur 40 recensés concernent les dégâts occasionnés à leurs récoltes de blé (dur et tendre), d'orge et d'arbres fruitiers suite aux précipitations de grêles soulignant que l'opération s'inscrit dans le cadre de l'activation des mécanismes d'assurance agricole contre les catastrophes naturelles et l'accompagnement des agriculteurs afin de préserver la pérennité de leurs activités. Ces indemnisations varient en fonction de la nature et des taux de dégâts occasionnés à chaque agriculteur et oscillent entre 200.000 DA et 8 millions DA, selon la même source qui a également inscrit l'opération dans le cadre de l'effort national de généralisation de la culture de l'assurance agricole et de renforcement de la confiance des agriculteurs dans les dispositifs de soutien et prise en charge par l'Etat. Ces indemnisations sont de nature à alléger les charges financières supportées par les agriculteurs sinistrés et consolider la continuité de la production notamment en cette phase d'instabilité des conditions climatiques que connait l'actuelle saison agricole, a ajouté le même responsable. Le directeur de la CRMA-Constantine a assuré que les efforts sont poursuivis pour la prise en charge de tous les cas enregistrés, invitant les agriculteurs à recourir à l'assurance qui constitue un moyen efficace pour protéger leurs activités contre les risques imprévisibles.

TLEMCEN

Installation de plus de 296 000 détecteurs de monoxyde de carbone

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tlemcen a procédé à l'installation de 296 054 détecteurs de fuites de monoxyde de carbone au profit de ses clients, indique jeudi un communiqué de cette Société Ces détecteurs ont été installés gratuitement depuis le lancement de l'opération en décembre 2023, au profit de 148 027 abonnés à travers la wilaya, à raison de deux appareils pour chaque abonné, selon la même source, Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des Hautes autorités du pays visant à protéger les citoyens contre les dangers du monoxyde de carbone, a été assurée par des agents qualifiés de Sonelgaz, répartis sur les 12 agences commerciales de la wilaya, après vérification de la conformité des installations intérieures de gaz aux normes de sécurité. L'opération se poursuit progressivement jusqu'à la fin de l'année en cours, avec pour objectif d'équiper 320 056 abonnés de la wilaya de Tlemcen.

ILLIZI

Mise en place d'un plan de prévention des risques de feux de forêts et de récoltes

Un plan d'action préventif des risques de feux de forêts et de récoltes agricoles a été mis en place dans la wilaya d'Illizi par la Conservation des forêts, a-t-on appris samedi auprès de cette institution.

L'opération vise à améliorer la prédisposition et la coordination des différents acteurs locaux concernés par la prévention et la lutte contre les incendies de forêts, dont la Protection civile et les secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'agriculture et des forêts, en plus des communes, à travers la mobilisation des ressources et la prompte intervention en cas d'incendie, a-t-on indiqué. Le plan de prévention, dont la mise en œuvre se poursuivra jusqu'à la fin octobre 2025, s'articule autour de quatre (4) axes principaux, englobant les aspects juridique, opérationnel préventif et évaluatif, a expliqué la chargée de communication à la Conservation des forêts, Amel Belghit. Il comporte plusieurs activités préventives et opérationnelles, dont des campagnes de sensibilisation dans les zones forestières et agricoles et à travers distribution de dépliants, et l'animation d'émissions radiophoniques et via les réseaux sociaux, en vue d'alerter le citoyen sur les risques d'incendies et leur impact négatif sur l'environnement, la santé et l'économie, a-t-elle ajouté.

Des sorties d'inspection et de contrôle sont également menées par les agents forestiers, ainsi que des actions de coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et des communes, en plus de campagnes de sensibilisation en zones forestières et rurales, à l'instar d'Iherhar, Sameg, Benzait, Imessouane, Tin-Tourha, Sidi-Bouslah, Belbachir et Bordj Omar-Idriss. Selon la même source, des groupes de travail ont été aussi constitués pour accompagner les opérations de moisson au niveau des exploitations agricoles de Rourdh-Ennouss, dans la commune de Bordj Omar-Idriss, outre la mise sur pied de rencontres de sensibilisation en coordination avec la Caisse régionale de mutualité agricole et la Chambre de l'Agriculture, et des cours religieux avec le concours du secteur des Affaires religieuses sur la préservation du patrimoine forestier et la protection des récoltes agricoles.

La Conservation des forêts d'Illizi cherche, à travers ce plan d'action, à ancrer la culture de la prévention des risques d'incendies et d'améliorer la coordination avec les différents acteurs concernés en vue de préserver la richesse sylvicole et les récoltes agricoles.

EL TARF

Parachèvement des travaux d'augmentation de la cadence de production à l'usine de dessalement d'eau de mer de Koudiet Draouche

Le groupe Sonatrach a parachevé la phase finale des travaux d'augmentation de la cadence de production à l'usine de dessalement d'eau de mer de Koudiet Draouche, située dans la commune de Berrihane (wilaya d'El Tarf), a indiqué vendredi un communiqué du groupe. Le groupe Sonatrach a précisé que cette réalisation a été effectuée "dans un délai record n'ayant pas dépassé 48 heures", en respectant les protocoles techniques en vigueur lors des phases de mise en service progressive, constitue une étape charnière dans le processus de développement du projet. Ainsi, l'usine a désormais atteint sont état de pleine disponibilité afin d'atteindre, dans les prochains jours, sa capacité de production maximale estimée à 300.000 mètres cubes par jour", ajoute la même source. Cette augmentation de production devrait "renforcer l'approvisionnement régulier et permanent en eau au profit des wilayas d'El Tarf et d'Annaba, à même de permettre d'améliorer la qualité du service public et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement de cette ressource vitale", selon le communiqué. Sonatrach a qualifié ce projet de "pilier stratégique, s'inscrivant dans le cadre des efforts nationaux visant à sécuriser les ressources hydriques durables", soulignant que l'usine devrait couvrir les besoins de plus de 3 millions d'habitants, conformément aux politiques publiques visant à relever les défis liés au manque d'eau. Dans ce contexte, Sonatrach a réaffirmé son engagement à appuyer les grands projets à dimension nationale, tout en veillant au respect des normes les plus élevées de qualité, de sécurité et de durabilité à toutes les phases de réalisation et d'exploitation.

BOUIRA

Raccordement de 173 foyers au réseau électrique à Haizer et Maâmoura

Un total de 173 foyers ont été raccordés jeudi au réseau d'électricité dans les communes de Haizer (Est de Bouira) et Maâmoura (Ouest), a-t-on appris auprès des services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Inscrit dans le cadre du programme de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), un projet de raccordement au réseau d'électricité a été mis en service au profit de 150 foyers, dans la partie sud de la commune de Haizer, selon les détails fournis par le directeur de distribution de la Sonelgaz, Khaled Messaoudi. Dans la commune enclavée de Maâmoura, située à l'extrême ouest de la wilaya de Bouira, 23 autres foyers ont bénéficié d'une opération similaire dans la localité d'Ouled Rached. Les deux projets ont nécessité la réalisation d'un réseau électrique d'une longueur de près de 9 km et un financement estimé à plus de 62 millions de dinars, selon le responsable. Le taux de couverture en matière d'électricité à Bouira est de plus de 96 %, selon les dernières statistiques de Sonelgaz.

LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS

Un espace de développement des capacités d'employabilité des étudiants et diplômés

Le Club de recherche d'emploi de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès constitue un espace important d'accompagnement professionnel et de renforcement des capacités d'employabilité des étudiants et diplômés, a-t-on appris jeudi, auprès du directeur de l'université, Bouziani Merahi. Le même responsable a indiqué que lors d'une visite d'inspection au club, l'accent a été mis sur "le rôle central que joue cet espace dans la mise en lien entre la vie universitaire et les besoins du développement", soulignant "l'importance d'un accompagnement durable offert aux étudiants et diplômés à travers des programmes de qualité favorisant la créativité et l'entrepreneuriat". Ce club, qui s'inscrit dans la stratégie de l'université visant à renforcer l'employabilité, s'articule autour de plusieurs axes majeurs, dont l'orientation professionnelle spécialisée reliant la formation académique aux besoins du marché du travail national, l'organisation d'ateliers pratiques sur la rédaction du curriculum vit?, et la préparation aux entretiens de recrutement, entre autres . Il vise également à faciliter l'ouverture des étudiants sur le monde du travail à travers des salons de l'emploi, créer des passerelles de communication directe avec les entreprises économiques, ainsi qu'un appui technique pour l'analyse du marché du travail et le suivi des parcours professionnels. Les activités du club sont en adéquation avec les objectifs de l'université, à savoir former des ressources humaines qualifiées capables de contribuer à la dynamique de transformation économique nationale, notamment en développant les compétences numériques et linguistiques, en renforçant la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et l'établissement des partenariats efficaces avec les différents acteurs des secteurs public et privé, a ajouté la même source.

L'internet des agents, la prochaine révolution silencieuse de l'IA

L'Internet des Agents (IoA) révolutionne l'IA en la transformant en un réseau interconnecté où des agents intelligents collaborent de manière autonome et contextuelle. Cette évolution, qui modifie la gestion des villes, des industries et de la santé, repose sur la Productivité des Échanges Collaboratifs (PEC), un indicateur essentiel de l'efficacité collective.

Par Xavier Dalloz, Président de XD Consulting (*)

L'intelligence artificielle ne va plus se limiter à une somme d'entités isolées. Elle devient un véritable réseau interconnecté d'agents intelligents, opérant au sein d'un écosystème unifié. C'est la promesse fondatrice de l'Internet des Agents (IoA). Il s'agit d'un changement de paradigme majeur, passant d'une intelligence artificielle cloisonnée à une intelligence distribuée, collaborative et auto-organisée.

Plus concrètement, dans un écosystème où les équipements intelligents — capteurs, robots, véhicules autonomes, systèmes de gestion énergétique ou logistique — interagissent en réseau, la Productivité des Échanges Collaboratifs (PEC) devient un facteur déterminant de l'efficacité collective. Cette notion ne se limite pas à la rapidité des communications entre machines : elle englobe aussi la qualité, la pertinence et l'impact des interactions collaboratives.

La PEC mesure la capacité des équipements à partager et traiter des informations de manière contextuelle, autonome et orientée vers un objectif commun. Elle repose sur plusieurs piliers :

L'interopérabilité fonctionnelle : Les équipements doivent comprendre les intentions et capacités des autres agents, au-delà de la simple compatibilité technique. Cela implique des protocoles sémantiques capables d'échanger des concepts, des intentions ou des états plutôt que de simples données.

La réactivité et l'adaptabilité contextuelle : Les agents doivent être capables de s'ajuster dynamiquement à des évolutions de contexte, de mission ou d'environnement, en reconfigurant leurs rôles selon la situation.

La pertinence des décisions distribuées : Les décisions locales prises par chaque agent doivent rester cohérentes avec un objectif global. La coopération s'appuie ici sur une intelligence collective orientée vers des finalités partagées.

La résilience des flux collaboratifs : La PEC évalue la capacité du système à continuer de fonctionner en cas de perturbation (défaillance d'un agent, cyberattaque, imprévu). Cela nécessite des mécanismes d'auto-réparation et d'alerte.

L'optimisation de la charge réseau et computationnelle : La collaboration ne doit pas engendrer une surcharge inutile. L'usage de données contextualisées et de résumés intelligents permet de maintenir une efficacité sans engorger le système.

Ainsi, la PEC devient un baromètre de maturité systémique dans un monde de plus en plus interconnecté. Plus la PEC est élevée, plus le réseau — industriel, urbain, logistique ou médical — gagne en performance, en autonomie et en capacité d'auto-organisation. À terme, elle pourrait s'imposer comme un indicateur de pilotage stratégique, capable de diagnostiquer les forces et faiblesses d'une coopération inter-agents et de révéler les goulots d'étranglement cognitifs ou opérationnels.

Prenons un exemple concret : un thermostat intelligent pourrait négocier en temps réel les tarifs d'électricité avec vos panneaux solaires, pendant qu'un drone de livraison ajuste son itinéraire selon les données de trafic partagées par les véhicules alentours. Ce type de coordination contraste fortement avec notre réalité actuelle, où les IA — qu'il s'agisse de chatbots, d'assistants vocaux ou de robots industriels — fonctionnent encore en silos. L'ambition de l'IoA est précisément de briser ces silos en créant une infrastructure commune, permettant à ces entités d'interagir de manière autonome et coordonnée, comme l'Internet a su relier les ordinateurs autrefois isolés.

Les applications concrètes de l'IoA s'annoncent profondes et transformatrices dans de nombreux secteurs.

Dans les villes intelligentes, les gestionnaires de trafic, les véhicules autonomes et les capteurs urbains pourraient coopérer pour fluidifier la circulation en temps réel, notamment lors d'événements critiques. Cela renforcerait la résilience urbaine et améliorerait la qualité de vie des citoyens.

Dans le secteur de la santé, des IA de diagnostic collaboreraient avec des robots chirurgiens et des agents logistiques pour offrir une prise en charge totalement intégrée du patient : depuis l'analyse initiale jusqu'à l'intervention et à la logistique de matériel médical.

Dans l'industrie, des agents de maintenance prédictive déclencheraient automatiquement des réparations via des interfaces fournisseurs intelligentes, réduisant les temps d'arrêt et augmentant la résilience des chaînes de production.

Pour concrétiser ces promesses, plusieurs axes de recherche stratégique doivent être explorés. Le développement de protocoles auto-réparateurs permettra d'identifier et de corriger automatiquement les défaillances, assurant ainsi la robustesse de l'écosystème collaboratif. La mise en œuvre de modèles d'incitation coopératifs encouragera des comportements collectifs fiables et découragera les stratégies opportunistes ou déviantes. Enfin, la création de garde-fous techniques et réglementaires devra garantir un juste équilibre entre protection des données personnelles et besoin de partage de contexte, condition essentielle à l'acceptabilité sociale de l'IoA.

L'Internet des Agents ne cherche pas à remplacer l'Internet existant, mais à bâtir un écosystème parallèle où des agents intelligents interagissent entre pairs, de façon autonome, contextuelle et responsable. De la même manière que les hyperliens ont révolutionné la circulation de l'information, la PEC entre agents d'IA pourrait profondément transformer nos modes de production, la gestion des crises et l'orchestration des systèmes complexes de demain.

(*) Spécialisé dans le conseil stratégique sur l'intégration des nouvelles technologies dans les entreprises. Il enseigne également à l'ICN Business School, partageant son expertise avec les futurs leaders du numérique.

Source : La Tribune.fr publié le 25/07/2025

Comment les États-Unis envisagent, eux, le renouveau du nucléaire

Par Par Charles Cuvelliez et Patrick Claessens (*)

N'en restons pas là. La mise en service des deux dernières unités sur le site de Voglte, qui fait de ce dernier le plus grand site de production nucléaire des USA, amène le secteur sous les auspices de l'académie É.-U. des sciences à se poser la question : on fait quoi maintenant ?

Les deux unités mises en services sont d'une génération similaire aux EPR et ce ne fut pas une sinécure non plus outre-Atlantique de les voir connectées au réseau.

Si seuls les SMR avaient les faveurs du secteur nucléaire, depuis peu, on ressent un intérêt renouvelé pour les centrales de la taille de celles qui font le parc des pays occidentaux : le gigawatt. On a demandé au régulateur É.-U. de changer de paradigme avec, en 2024, la loi ADVANCE (Accelerating Deployment of Versatile, Advanced Nuclear for Clean Energy). Elle exige que la Nuclear Regulatory Commission (NRC), le régulateur américain, lisse et accélère l'approbation des nouveaux réacteurs et combustibles sans rien renier toutefois à la sûreté et la sécurité (entretemps le président Trump y est malheureusement allé de son couplet avec un executive order assez discutable).

Il n'y aura pas de futur pour l'énergie nucléaire sans délai raccourcis pour son déploiement et sans réduction des coûts. Cela passera par des fabrications en série dont la France est coutumière avec ses paliers. Le risque, c'est qu'un défaut de fabrication ou un problème opérationnel sur une unité force la mise à l'arrêt de tout le palier, ce que EDF a déjà connu. C'est un risque à assumer face à la promesse de réduction des coûts — un sérieux incitant quand tout le monde est tétanisé de s'y mettre.

Pas de place pour tout le monde

Une sélection douloureuse devra s'opérer dans l'encombrement avéré des technologies qui se bousculent pour le new nuclear. Ce n'est pas pour autant qu'il faut se retrouver avec un unique modèle de centrale.

L'Académie US des Sciences envisage plus un parc qui combine de grands réacteurs, des SMR et des microréacteurs. C'est que les besoins varieront tout autant, entre les centres de données pour l'IA, l'approvisionnement traditionnel en électricité des grandes villes ou celui des installations industrielles qui auront aussi besoin de chaleur ou de la vapeur à haute température.

Il est impossible aujourd'hui de dire s'il sera plus économique de construire un grand réacteur ou plusieurs plus petits, en d'autres termes si des économies d'échelles ou de taille prévaudront. Il faudra attendre davantage de centrales de démonstration pour appréhender le coût total de chaque approche. Le réacteur Westinghouse Advanced Passive 1000, celui de Vogtle, qui a été approuvé, construit et mis en service, est bien positionné pour d'autres déploiements aux États-Unis. En France, le choix a été fait de passer de l'EPR à l'EPR2 suite au retour d'expérience de Flamanville, une introspection à laquelle les É.-U. ne se livrent pas (encore ?). Trop d'incertitude entoure encore les diverses technologies de SMR.

L'Académie US des Sciences propose la tactique des jalons industriels pour avancer dans le développement des technologies candidates, quitte à les arrêter si un jalon n'est pas bon. On évite de surinvestir là dès que les chances de réussir deviennent maigres.

Alignement de tous

Sans collaboration précoce et étroite entre les industriels de la chaîne de valeur, les opérateurs et les régulateurs, sans capitaliser sur des maquettes, des jumeaux numériques et des tests, on n'y arrivera pas. Sans incitant pour tous ceux qui osent investir, prennent des risques, sans les amener à collaborer efficacement, à minimiser les coûts, à résoudre les problèmes et à obtenir des résultats... ensemble, aucune nouvelle centrale ne peut voir le jour, pense l'Académie.

Car aujourd'hui, dit-elle, beaucoup de ceux qui sont en mesure de faire avancer les choses pour accélérer un déploiement attendent en fait que quelqu'un d'autre fasse le premier pas (et assume le plus grand risque). Les incertitudes sur la demande énergétique, sur la politique énergétique qui varie au fil des majorités au pouvoir (quand il y en a), sur le coût du combustible et des sources d'énergie alternatives à long terme, affectent les décisions de lancer des projets de nouvelles centrales nucléaires. Et l'Académie de proposer la formation de consortiums industriels qui forcera tout le monde à aller dans le même bain, pour attirer et mutualiser les investissements et partager les risques et les avantages. À cet égard, le gouvernement fédéral doit donner le la : c'est inéluctable. À lui d'encourager les investissements dans les projets d'énergie nucléaire et de réduire le risque pour les investisseurs, qu'il soit politique ou financier. Les moyens sont connus : crédits d'impôt, garanties de l'État sur les prêts, assurance sur les dépassements des coûts de construction sans stop-and-go, sans jamais revenir sur cet engagement. Et qu'on ne dise pas que c'est une première : une telle approche volontariste a déjà été promue pour les investissements en énergie renouvelable dans de nombreux pays.

Le régulateur n'est pas un obstacle, c'est un catalyseur : il peut jouer le rôle de facilitateur, car tout le monde bénéficiera de la collaboration entre lui et les industriels pour réduire les retards, faciliter l'acceptation par le public (le régulateur US n'a pas la réputation de laxisme), maintenir les projets sur la bonne voie et, par conséquent, coller au budget.

Préparer les compétences

Reste l'écueil de la main-d'œuvre. Au moment de construire et, après, exploiter les centrales, le plus grand besoin en main-d'œuvre reposera sur les techniciens qualifiés, et pas seulement sur les ingénieurs nucléaires. Il s'agira de mécaniciens, électriciens, soudeurs. Mais attention, en l'absence d'un projet, on ne pourra pas qualifier la main-d'œuvre nécessaire. C'est malheureusement le syndrome de l'œuf et la poule.

Mais avant tout, toutes les parties prenantes — collectivités, industriels, gouvernement, régulateurs, fournisseurs et services publics — doivent d'abord partager les objectifs d'une énergie abordable, fiable et décarbonée. Et si c'est le cas, le nucléaire revient sur toutes les lèvres comme moyen d'y parvenir.

(*) Ecole Polytechnique de Bruxelles, ULB

Source : La Tribune.fr publié le 23/07/2025

TUNISIE

Signature d'une convention de coopération et d'échange entre la BCT et le CGA

Fethi Zouhaier NOURI et Mme Jouda KHEMIRI, respectivement Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et Présidente du Comité Général des Assurances (CGA), ont signé, au siège de la BCT, une convention de coopération et d'échange d'informations entre les deux institutions. Objectif: renforcer la coopération et la coordination bilatérale entre les autorités de régulation du secteur financier.

S'inscrivant dans le cadre des prérogatives légales respectives des deux institutions, cette convention inspirée des meilleures pratiques internationales en matière de coopération entre les autorités de régulation du secteur financier, vient formaliser des relations de collaboration déjà étroites entre les deux régulateurs. Elle a pour principaux objectifs de : Contribuer à la préservation de la stabilité financière et promouvoir la solidité des secteurs bancaire et des assurances ;

Structurer la coopération dans les domaines d'intervention communs, notamment en matière de missions d'inspection, d'échange d'expertises et d'assistance technique ;

Mettre en place un cadre d'échange d'informations, de manière systématique ou sur demande, à des fins statistiques ou pour l'exercice des missions de supervision ;

Favoriser la concertation autour des projets de textes réglementaires relatifs à la supervision conjointe et à la protection des usagers des services financiers.

"La signature de cette convention contribuera au renforcement du dispositif national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes", souligne la BCT dans un communiqué publié jeudi.

COOPÉRATION

L'Arabie saoudite souhaite renforcer les liens économiques avec la Syrie

Le Forum d'investissement syro-saoudien a débuté à Damas, avec la participation de plus de 120 investisseurs et cadres des secteurs public et privé du Royaume.

S'exprimant à cette occasion, le ministre saoudien de l'investissement, Khalid Al-Falih, a annoncé que le forum verrait la signature de 47 accords et mémorandums d'entente, pour un montant total de 24 milliards de SR (6,4 milliards de dollars).

La conférence sur l'investissement marque un renouveau significatif des relations entre les deux pays. En avril, l'Arabie saoudite s'est jointe au Qatar pour régler la dette de 15 millions de dollars de la Syrie envers la Banque mondiale, dans le cadre d'efforts plus larges visant à soutenir le redressement financier du pays.

S'exprimant lors du forum, M. Al-Falih a déclaré : "Nous sommes déterminés à renforcer les relations avec la Syrie : "Nous sommes déterminés à renforcer nos relations avec la Syrie, en particulier dans les domaines de l'économie et de l'investissement. Plus de 20 entités gouvernementales et 100 entreprises du secteur privé participent à ce forum".

Le ministre a ajouté que l'Arabie saoudite se préparait à investir en Syrie dans de nombreux secteurs, notamment l'énergie, l'immobilier, l'industrie et les infrastructures.

Selon M. Al-Falih, les services financiers, les soins de santé, l'agriculture, les télécommunications, les technologies de l'information, la construction et l'éducation constituent d'autres domaines de collaboration potentiels.

Le ministre a ajouté que des accords d'une valeur supérieure à 11 milliards de SR seraient

signés dans le secteur des infrastructures au cours de ce forum, qui comprend le lancement de trois nouvelles installations de production de ciment.

Le 23 juillet, M. Al-Falih et le ministre syrien de l'économie, M. Mohammed Al-Shaar, ont inauguré l'usine de ciment blanc Fayhaa dans la ville industrielle d'Adra, la première de ce type en Syrie.

Soutenue par un investissement de 20 millions de dollars de la Northern Region Cement Co. d'Arabie saoudite, l'usine devrait produire du ciment blanc de haute qualité tout en créant 130 emplois directs et plus de 1 000 emplois indirects.

Dans son dernier discours, M. Al-Falih a déclaré que ce forum serait également le théâtre d'accords d'une valeur de 4 milliards de SR dans le secteur des télécommunications, le ministère syrien des communications et plusieurs sociétés de télécommunications saoudiennes souhaitant approfondir leurs liens.

"Dans le secteur agricole, nous sommes impatients de collaborer avec la Syrie pour développer des projets communs de grande qualité, notamment des fermes modèles et des industries de transformation", a déclaré M. Al-Falih. Il a ajouté : "Dans le secteur des services financiers et des banques, ce forum verra la signature d'un protocole d'accord entre le groupe saoudien Tadawul et la bourse des valeurs mobilières de Damas pour renforcer la coopération dans les solutions fintech."

Lors de son discours, M. Al-Falih a également affirmé la position de soutien du Royaume pour guider la Syrie vers la voie de la prospérité et du développement durable.

"Dans ce forum, nous ne construisons pas de nouveaux ponts, car des liens sociaux, économiques et culturels étroits unissent depuis longtemps nos deux nations. Depuis l'Antiquité, la péninsule arabique et le Levant sont des maillons essentiels du commerce mondial", a déclaré M. Al-Falih.

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

Une remontée des chiffres progressive, mais toujours fragile

Après une année 2024 marquée par un effondrement de ses revenus, le canal de Suez retrouve peu à peu son rôle stratégique dans le commerce maritime mondial. Selon des observateurs, ses recettes pourraient doubler d'ici les 5 prochaines années.

Le Centre des médias du Cabinet égyptien (CMC) a confirmé ce lundi un redressement en cours des activités du canal de Suez, porté par des mesures incitatives ciblées et des signes de stabilisation de la situation en Mer Rouge.

Selon un rapport cité par l'entité, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une augmentation de 88,9% des revenus du canal sur une période de cinq ans, passant de 6,3 milliards USD attendus en 2025/2026 à 11,9 milliards USD en 2029/2030, avec des revenus intermédiaires estimés à 8,2 milliards en 2026/2027, 9,9 milliards en 2027/2028 et 11,5 milliards en 2028/2029.

Des pertes substantielles en 2024

En 2024 et sur une partie de l'année 2025, le conflit israélo-palestinien suivi d'attaques houthies pro-Palestine en Mer Rouge, a occasionné une chute du trafic à travers le canal. En mars dernier, le président Abdel-Fattah El-Sissi chiffrait les pertes mensuelles à 800 millions USD, alors que les revenus de l'infrastructure ont plongé de 60% sur l'ensemble de 2024, entraînant un manque à gagner de 7 milliards USD.

Au premier trimestre 2025, le président de la SCA Osama Rabie a parlé d'une baisse de 50% du nombre de navires transitant par le canal. De nombreuses compagnies avaient alors opté pour un détour par le Cap de Bonne-Espérance, malgré des implications coûteuses comme l'allongement des délais de fret, la hausse des coûts logistiques et une pression sur les prix à la consommation.

Une reprise progressive encouragée par les autorités

Une remontée de la pente semble désormais amorcée. Depuis mai, dans un contexte qualifié « d'apaisement relatif » certains grands armateurs ont repris le transit par la mer Rouge, selon une note de Lloyd's List. Active dans cette relance, l'Autorité du canal de Suez accentue ses efforts diplomatiques et commerciaux pour rétablir la confiance.

La reprise est également appuyée par la poursuite des travaux d'extension visant à augmenter la capacité d'accueil de l'infrastructure et réduire les temps d'attente. Un levier stratégique pour une route qui reste, à long terme, la plus courte et la plus compétitive entre l'Asie et l'Europe.

MAURITANIE

Fin de la première édition du «Fintech Hackathon»

La première édition du Fintech Hackathon de Mauritanie, qui a duré une semaine entière, s'est achevée à Nouakchott avec la participation de plus de 100 jeunes hommes et femmes de différentes régions du pays.

L'événement a donné lieu à des sessions de formation et des ateliers intensifs sous la supervision d'une trentaine d'experts et de mentors dans les domaines de la technologie, de la finance et de l'entrepreneuriat, et s'est achevé par le couronnement de trois projets principaux, ainsi que par l'attribution de prix spéciaux à certaines initiatives remarquables.

NIGERIA

Le pays veut se doter d'un système national de traçabilité pour l'huile de palme

Le Nigeria est le 5ème producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. Dans le cadre de ses ambitions de croissance dans la transformation et les exportations, le gouvernement accélère la modernisation de la filière.

Le Nigeria veut mettre en place un système national de traçabilité dans la filière palmier à huile. C'est dans cette optique qu'Abubakar Kyari, ministre de l'Agriculture, a inauguré le 23 juillet un comité interministériel chargé de sa mise en œuvre.
Selon le responsable, ce groupe d'experts est mandaté pour assurer la coordination entre les agences gouvernementales aux niveaux fédéral et étatique, les acteurs du secteur privé, les coopératives de producteurs, les transformateurs, les associations de marché, les partenaires de développement et les bailleurs de fonds.
L'objectif des autorités est de lutter contre les pratiques frauduleuses (adultération, mauvais conditionnement, etc.), de renforcer la confiance des consommateurs et de veiller au respect des normes nationales et internationales de qualité. « L'établissement d'un système national de traçabilité pour l'huile de palme est une démonstration claire de notre volonté de moderniser les chaînes de valeur agricoles, d'améliorer notre compétitivité mondiale et de promouvoir une production et un approvisionnement responsables dans tout le secteur du palmier à huile au Nigeria », explique M.Kyari.

Un levier pour attirer plus d'investissements ?

La mise en place d'un système de traçabilité pourrait également constituer un levier important pour attirer plus d'investissements dans la filière. En effet, la traçabilité constitue une preuve concrète du respect des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), qui sont privilégiés par les institutions financières internationales dans les projets d'investissement.
L'enjeu est d'autant plus stratégique que la filière nigériane mise de plus en plus sur des investissements étrangers pour développer sa capacité de production. Déjà en décembre 2024, l'Association nationale des producteurs de palmiers à huile du Nigeria (NPPAN) a annoncé son intention d'attirer 315,5 millions $ d'investissements en provenance d'Allemagne, d'Italie, de France, de Belgique et de Malaisie dans la filière d'ici 2026. L'objectif était alors de diversifier la production industrielle en dehors de l'huile de palme brute et de l'orienter vers d'autres segments d'activités comme le vin de palme ou la production de biogaz avec les sous-produits, principalement à des fins d'exportation.

AFRIQUE DU SUD

Discovery Green va fournir 7 hôtels de Southern Sun en énergie renouvelable

De plus en plus d'entreprises sud-africaines choisissent de sécuriser leur approvisionnement en électricité avec le wheeling. Le groupe hôtelier Southern Sun rejoint cette tendance, en s'engageant sur une décennie avec Discovery Green pour alimenter ses établissements en énergie renouvelable. Le groupe hôtelier Southern Sun va assurer plus de 90% de la consommation électrique de sept de ses établissements grâce à un contrat d'achat d'électricité renouvelable signé pour 10 ans avec Discovery Green, filiale de Discovery Limited. L'annonce a été faite le mardi 22 juillet. L'énergie sera acheminée par wheeling via le réseau public sud-africain, depuis certaines des plus grandes centrales solaires et éoliennes du pays. Sont concernés les sites Arabella Hotel, Drakensberg Sun, Garden Court Morningside, Southern Sun Katherine Street, Southern Sun Sandton, Champagne Sports Resort et Sabi River Sun Resort. Le montant du contrat n'a toutefois pas été précisé. « Le partenariat avec Discovery Green est une étape importante de notre programme de développement durable. Garantir une énergie renouvelable rentable pour nos propriétés phares permet non seulement de réduire notre empreinte carbone, mais aussi de garantir à nos clients que leur séjour contribue à la transition de l'Afrique du Sud vers un avenir énergétique plus propre » a déclaré Marcel von Aulock, PDG de Southern Sun.

MOZAMBIQUE

144 millions € pour doubler l'axe ferroviaire Maputo – Ressano Garcia

Avec le soutien de bailleurs de fonds européens, Maputo entend capitaliser sur sa position géographique pour devenir un pôle logistique au sein de la SADC, dans un contexte de saturation des ports sud-africains et de croissance du marché des minerais critiques. Le Mozambique a obtenu un financement combiné de 144 millions d'euros de la France et l'Union européenne pour doubler la ligne ferroviaire reliant le port de Maputo et la ville de Ressano Garcia, bordant l'Afrique du Sud. Le financement comprend deux prêts de l'Agence française de développement (AFD) pour un total de 133 millions USD, avec pour objectif de rendre les infrastructures ferroviaires et portuaires du pays « durables, intelligentes et résilientes». Ce corridor clé pour les échanges commerciaux entre les deux pays verra sa capacité de fret ainsi portée à 19 millions de tonnes par an selon Agostinho Langa, président du Conseil d'administration des Chemins de fer du Mozambique (CFM). Il permet notamment l'acheminement de minerais, produits agricoles et conteneurs entre les deux économies, tout en facilitant l'accès au port de Maputo pour les pays enclavés comme le Zimbabwe et le Swaziland (Eswatini). Le projet s'inscrit dans une stratégie plus large du gouvernement mozambicain qui prévoit d'investir près de 14 milliards de meticais (environ 219 millions USD) d'ici 2030 dans le développement du transport ferroviaire, à travers le doublement de lignes clés, l'acquisition de locomotives, wagons et voitures-voyageurs, ainsi que l'amélioration de la logistique portuaire. De quoi renforcer le pays dans son rôle de hub logistique régional.

GHANA

4,6 millions $ pour relancer une unité de transformation de noix de karité

Le Ghana est le 5ème producteur mondial de noix de karité après le Nigéria, le Mali, le Burkina Faso et le Bénin. Le pays qui souhaite accroître la création de valeur ajoutée dans la filière mise sur le renforcement des capacités de transformation de l'industrie locale.
Au Ghana, le gouvernement veut débloquer 4 millions d'euros (4,6 millions $), avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), pour relancer les activités de la société PBC Shea Limited, spécialisée dans la transformation de noix de karité. C'est ce qu'a annoncé Eric Opoku, ministre de l'Agriculture, le mardi 22 juillet, lors de l'inauguration du nouveau conseil d'administration de l'entreprise.
Selon les informations relayées par les médias locaux, cette enveloppe servira également à renforcer les capacités des producteurs locaux de karité cette année. Une initiative qui vise notamment à garantir l'approvisionnement en quantité suffisante de l'unité de transformation basée dans la région de Savannah.
Construite en 2012, elle était à l'arrêt depuis 2019 en raison d'un manque de financements pour l'achat des matières premières. D'après les responsables, elle est dotée d'une capacité de traitement de 200 tonnes par jour de noix pour la production de beurre et d'huile de karité.
Si les détails supplémentaires concernant la reprise officielle des activités de l'unité n'ont pas été révélés, le plan de relance de la société PBC Shea traduit la volonté des autorités d'accélérer sur le segment de la transformation dans la filière karité. En effet, ce développement intervient après que le gouvernement ghanéen a annoncé, le 9 juillet dernier, son intention de suspendre progressivement l'exportation de noix de karité sous forme brute d'ici 2026, en vue de capter plus de valeur ajoutée dans la filière à travers la transformation

CAP-VERT

L'économie progresse de 3,7 % au premier trimestre 2025

L'économie du Cap-Vert a enregistré une croissance de 3,7 % au premier trimestre 2025, contre 2,9 % au quatrième trimestre 2024, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique (INE). Selon l'INE, les principaux secteurs ayant contribué à cette croissance en glissement annuel sont l'agriculture, la construction, les transports, l'hébergement et la restauration, ainsi que les activités immobilières. Les impôts nets de subventions ont également augmenté de 5,7 % par rapport à l'année précédente, soutenus par une hausse de la consommation privée et de l'investissement, a précisé l'institut. D'après un rapport de la Banque mondiale publié en juin dernier, le PIB réel du Cap-Vert a progressé de 7,3 % en 2024, porté par une activité touristique soutenue et une reprise modérée du secteur agricole. Ce rapport prévoit une croissance de 5,9 % pour l'année 2025.

BOURSE DE PARIS

En légère hausse

La Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,21% vendredi, à l'issue d'une semaine marquée par les premières salves de résultats d'entreprises européennes pour le deuxième trimestre, et par la pause de la BCE dans ses baisses de taux.

L'indice vedette CAC 40 a avancé de 16,30 points et a terminé à 7.834,58 points. La veille, le CAC 40 avait terminé en baisse de 0,41%.
"Bien que les indices boursiers américains S&P 500 et le Nasdaq aient atteint de nouveaux sommets jeudi, la dynamique ne s'est pas maintenue, une Banque centrale européenne (BCE) plus agressive que prévu ayant pesé sur le moral des investisseurs européens", commente Kathleen Brooks, directrice de la recherche économique pour XTB.
La BCE a maintenu ses taux d'intérêt inchangés jeudi, à l'issue d'un long cycle de baisses démarré il y a un an, pour prendre le temps d'évaluer les conséquences du bras de fer commercial entre les Américains et les Européens.
Ce statu quo était largement anticipé par le marché, toutefois "le changement de posture" de l'institution, qui estime désormais que "des tensions sur la chaîne d'approvisionnement des entreprises pourraient avoir des risques inflationnistes" n'était "en revanche pas si attendu", relève Romain Aumond, macroéconomiste de Natixis IM.
"Christine Lagarde a douché les espoirs d'une nouvelle baisse des taux en septembre", tranche Kathleen Brooks.

LVMH en hausse

Confronté aux guerres commerciales, le numéro un mondial du luxe en matière de chiffre d'affaires, LVMH, a vu ses ventes reculer de 4% au premier semestre à 39,8 milliards. Son bénéfice net a chuté de 22% à 5,7 milliards d'euros.
LVMH, cinquième plus grande capitalisation boursière en Europe, a toutefois gagné du terrain en Bourse, "les investisseurs misant sur une possible amélioration à moyen terme", explique Kathleen Brooks, directrice de la recherche économique pour XTB.
Le titre a terminé en hausse de 3,92% à 488,70 euros.
Les autres valeurs du secteur du luxe ont aussi gagné du terrain vendredi: Kering a bondi de 4,43% à 221,80 euros et Hermès a gagné 1,62% à 2.385,00 euros.

Rémy Cointreau un peu moins pessimiste

Un petit mieux mais un contexte toujours difficile: le groupe de spiritueux Rémy Cointreau (+8,06% à 62,35 euros) a annoncé relever son objectif annuel de résultat, dont le recul devrait être moins marqué que prévu après l'accord trouvé début juillet sur les prix du cognac en Chine.

Michelin et Valeo en baisse

Michelin a enregistré la pire performance de la séance sur le CAC 40, en terminant en forte baisse de 3,36% à 31,07 euros, après avoir publié des ventes en baisse de 3,4% au premier semestre, à 13 milliards d'euros.
L'équipementier automobile Valeo a quant à lui chuté de plus de 15% dans la matinée avant de se reprendre en partie au cours de la séance, terminant finalement en recul de 5,37% à 9,78 euros.
Ce dernier a fait état d'un bénéfice net en forte baisse de 26% à 104 millions d'euros sur les six mois de janvier à juin, un recul lié entre autres à des plans de restructuration en France et en Allemagne.
"L'action de Valeo a été assez malmenée, c'est une surréaction", a réagi vendredi le directeur général du groupe, Christophe Périllat, qui vient d'être reconduit dans ses fonctions pour un mandat de quatre ans.
"Les fondamentaux de Valeo progressent. Un jour ou l'autre, la Bourse nous regardera par rapport à ces fondamentaux", a souligné M. Périllat lors d'une rencontre avec des journalistes.

Nexity s'envole

Le promoteur immobilier Nexity a publié un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros au premier semestre, en baisse de 18% par rapport à la même période en 2024, mais le groupe dit commencer à remonter la pente après une lourde restructuration.
L'action Nexity s'est envolée de 13,54% à 10,90 euros. Depuis le 1er janvier, le titre affiche cependant un repli de 16,15%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 24 Juillet 2025
Valeur : 28 Juillet 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.3923	129.4073
1	EUR	EURO	151.9324	151.9889
1	GBP	POUND STERLING	175.4472	175.5627
100	JPY	JAPANESE YEN	88.4069	88.4413
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0877	18.0903
1	CHF	SWISS FRANC	163.0242	163.1253
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.0925	95.1314
1	DKK	DANISH KRONE	20.3954	20.3990
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6001	13.6045
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8200	12.8256
1	AED	UAE DIRHAM	35.2260	35.2340
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4899	34.4957
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.0980	424.2862
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0859	44.5290
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3880	14.3896
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8692	23.9919
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2406	3.2506
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.4425	177.4425

Les marchés mondiaux restent calmes

Les Bourses mondiales ont tutoyé les sommets au cours des dernières séances, digérant une salve de résultats d'entreprises avant la mise en place des droits de douane prévue le 1er août. En Europe, à l'issue d'une semaine qui a permis à l'indice vedette britannique FTSE 100 de franchir des records en séance et en clôture, ce dernier a terminé vendredi en légère baisse de 0,20%. A Paris, le CAC 40 a gagné 0,21% et à Francfort, le Dax a cédé 0,32%. A Wall Street, l'indice élargi S&P 500 (+0,40% à 6.388,64 points) a franchi un nouveau plus haut pour la cinquième séance d'affilé. L'indice Nasdaq (+0,24% à 21.108,32 points) a aussi atteint un nouveau sommet, tandis le Dow Jones a gagné 0,47%. Wall Street suivra la semaine prochaine la réunion du comité de politique monétaire de la banque centrale des Etats-Unis (FOMC) à l'issue de laquelle les acteurs du marché s'attendent à ce que l'institution laisse ses taux inchangés, soit dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se détendait légèrement vers 20H15 GMT, à 4,38% contre 4,41% la veille en clôture. En Europe, les taux obligataires se stabilisaient après une forte hausse jeudi, déclenchée par la décision de la BCE de maintenir ses taux inchangés, après un long cycle de baisses, cette pause visant à évaluer les conséquences des tensions commerciales entre l'UE et les Etats-Unis. Sur le marché des changes, le billet vert grappillait 0,07% face à l'euro, à 1,1739 dollar pour un euro. Côté pétrole, le prix du baril de Brent a abandonné 1,07% à 68,44 dollars et le West Texas Intermediate a cédé 1,32% à 65,16 dollars.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street atteint de nouveaux sommets, rassurée sur le plan commercial

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, le S&P 500 et le Nasdaq affichant encore des records de clôture, grâce à l'espoir d'un accord commercial entre l'Union européenne et les Etats-Unis.
L'indice Dow Jones a gagné 0,47% à 44.901,92 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a progressé de 0,40% à 6.388,64 points. Le Nasdaq Composite a avancé de 0,24% à 21.108,32 points. Sur la semaine, selon des données provisoires, le S&P 500 a pris 1,46%, le Nasdaq 1,02% et le Dow Jones 1,26%. Le S&P 500 a établi un record de clôture à chaque séance cette semaine, une série "parfaite" qui ne s'était plus produite depuis novembre 2021.
A de bons résultats d'entreprises s'ajoute l'optimisme qui prévaut sur la question des droits de douane, les investisseurs pariant sur une suite d'accords commerciaux entre Washington et ses partenaires, après le choc provoqué début avril par l'annonce par Donald Trump de vastes taxes dites "réciproques" - pour la plupart suspendues dans la foulée.
Donald Trump a évalué vendredi à 50% les chances d'un accord commercial entre les Etats-Unis et l'UE, affirmant que Bruxelles souhaitait "très sérieusement conclure un accord". La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé qu'elle rencontrerait dimanche en Ecosse le président américain pour un entretien consacré aux négociations commerciales.
"Le marché anticipe le fait que ces accords seront conclus", note Thomas Martin, gérant de portefeuilles à Globalt. "Personnellement, je suis un peu plus sceptique. Il faut rester prudent, car s'ils ne se réalisent pas, il y aura une plus grande marge de déception."
Côté valeurs, Deckers Outdoor, fabricant des bottes UGG et des baskets Hoka, a vu son action grimper de 11% après avoir fait état d'une forte demande à l'international. Le fabricant de semi-conducteurs Intel a abandonné 8,5% après avoir annoncé des pertes trimestrielles plus importantes que prévu.

ROYAUME-UNI-INDE

Signature d'un accord pour diviser par 5 les droits de douane

En visite à Londres, le Premier ministre indien Narendra Modi a signé avec Keir Starmer un accord de libre-échange avec son homologue britannique qui va drastiquement faire baisser les droits de douane entre les deux pays et faire croître le commerce bilatéral de 25,5 milliards de livres.

Londres et New Delhi ont signé jeudi un accord de libre-échange après des années de négociations ardues sur le whisky britannique ou le textile indien, à l'occasion d'une visite du Premier ministre Narendra Modi au Royaume-Uni.
Cet accord, conclu en mai, est le plus "significatif sur le plan économique depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne", a déclaré le dirigeant britannique Keir Starmer.
Il a salué un "jour historique" pour les deux pays, lors d'une conférence de presse organisée à Chequers, la résidence de campagne des Premiers ministres britanniques au nord-ouest de Londres.
L'Inde, cinquième économie et pays le plus peuplé du monde, constitue un marché gigantesque de 1,4 milliard d'habitants. "Nous avons des liens historiques, familiaux et culturels uniques, et voulons renforcer davantage notre relation pour qu'elle soit encore plus ambitieuse, moderne et tournée vers le long terme", a encore insisté Keir Starmer.

25,5 milliards de livres de commerce en plus

Narendra Modi, lui, s'est réjoui de "l'écriture d'un nouveau chapitre" entre l'Inde et le Royaume-Uni, deux "partenaires naturels", après de "nombreuses années de travail acharné" pour y parvenir.
Entamées en 2022 à l'époque de Boris Johnson, les négociations ont été relancées fin février quand le président américain Donald Trump a commencé à agiter la menace des droits de douane, en partie mise à exécution depuis.
L'accord avec l'Inde fera croître le commerce bilatéral de 25,5 milliards de livres, mais n'ajoutera à terme que 4,8 milliards de livres par an au PIB britannique, évalué à 2.800 milliards, selon des chiffres officiels.
Il doit permettre de réduire de 15% à 3% en moyenne les droits de douane sur les marchandises britanniques exportées vers l'Inde comme le whisky - qui sera taxé à 75% au lieu de 150%, puis à 40% d'ici dix ans -, des pièces utilisées dans l'aéronautique ou des dispositifs médicaux.
En contrepartie, Londres va notamment réduire ses propres droits sur les vêtements, chaussures, des biens d'ingénierie et produits alimentaires produits en Inde.

À 7 JOURS DE LA FIN E L'ULTIMATUM

Trump évoque de chances à 50-50 de conclure un accord avec l'UE

Le président américain estime que les chances que les Etats-Unis concluent un accord commercial avec l'Union européenne sont de "50_50".
Donald Trump a affirmé, vendredi 25 juillet, que la probabilité que les Etats-Unis concluent un accord commercial avec l'Union européenne était de "50-50", alors qu'approche la date butoir du 1er août et la menace de droits de douane américains de 30% sur les importations européennes. "Je dirais que nous avons des chances à 50-50 - peut-être moins que ça - mais des chances à 50-50 de conclure un accord avec l'UE", a déclaré le président américain à des journalistes à son départ de Washington pour un voyage en Ecosse. "Nous travaillons de manière très assidue avec l'Europe, avec l'UE", a-t-il ajouté.
La veille il avait pourtant assuré: "Nous sommes en voie de faire probablement, un très bon 'deal' avec eux." "Ils veulent vraiment trouver un accord", avait ajouté le président américain, qui a entamé un virage protectionniste depuis son retour à la Maison Blanche. Un porte-parole de la Commission européenne avait aussi affirmé qu'un accord était à "portée de main".

L'UE a préparé sa riposte

Donald Trump avait pris l'Union européenne de court le 12 juillet en brandissant la menace de droits de douane de 30% sur toutes les importations en provenance de l'UE à compter du 1er août. Des négociations ont eu lieu depuis, avec de multiples rebondissements, pour éviter ces mesures qui plongeraient ces deux géants de l'économie mondiale dans un litige commercial à l'impact conséquent. Si aucun accord n'est conclu, l'Union européenne a déjà prévu sa riposte. Les diplomates européens se sont mis d'accord pour appliquer des représailles à 93 milliards d'euros sur les produits américains si les États-Unis décident d'appliquer ces droits de douane de 30% sur les produits européens à partir du 1er août.

LA BCE A ABAISSÉ SON TAUX À 2 %

La banque centrale turque aussi poursuit sa baise et passe le sien à 43%

Alors que l'inflation poursuit son recul en Turquie et atteint 35% après avoir dépassé les 85% à son pic, la Banque centrale du pays vient de passer son taux directeur de 46 à 43%.
La banque centrale turque a ramené jeudi son taux directeur de 46% à 43%, une baisse légèrement supérieure aux attentes des analystes.
L'institution, qui avait maintenu son taux inchangé en juin, après une hausse de 3,5 points en avril, prédit cependant un rebond temporaire de l'inflation mensuelle en juillet "en raison de facteurs spécifiques".
La banque centrale avait entamé en décembre un cycle de baisse de ses taux, à la faveur d'un ralentissement de l'inflation.
La hausse des prix à la consommation, qui avait dépassé les 85% fin 2022, a été ramenée en juin à 35,1%, son plus bas niveau depuis novembre 2021, selon les chiffres officiels contestés par certains économistes.

Une inflation à "seulement" 24%

Selon les prévisions de la banque centrale, l'inflation ralentira à 24% fin 2025 et 12% fin 2026. La Banque centrale turque "agira de manière à créer les conditions (...) nécessaires pour atteindre l'objectif d'inflation de 5% à moyen terme", écrit-elle dans son communiqué.
Les taux directeurs de la plupart des grandes banques centrales ont baissé ces derniers mois. Après sept baisses consécutives et huit au total depuis juin dernier, la BCE a ainsi ramené son taux de dépôt, qui fait référence à 2%, contre un pic de 4% atteint en pleine vague inflationniste.
L'inflation dans la zone euro s'est établie à exactement 2% en juin et les indicateurs économiques, notamment la hausse de la production industrielle, ont donné un regain d'optimisme quant à la santé de l'économie.

KAZAKHSTAN

Hausse des investissements directs étrangers malgré la baisse des flux mondiaux

Les IDE au Kazakhstan ralentissent, mais des contrats de plusieurs milliards d'euros continuent d'être conclus. Les autorités qualifient cette évolution de cyclique et non de signe d'une perte de confiance de la part des investisseurs.
Le Kazakhstan attire les investissements directs étrangers malgré un ralentissement des flux mondiaux et nationaux.
En 2024, les IDE ont chuté de près de 30 % pour atteindre 14,5 milliards d'euros, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce. Les autorités affirment que cette baisse reflète un changement cyclique de l'investissement vers le rendement, et non une perte de confiance.
Le Kazakhstan a obtenu quatre des cinq plus grands projets d'infrastructures sur des sites vierges d'Asie centrale, pour un montant total de 6 milliards d'euros. Son fonds souverain, Samruk-Kazyna, joue un rôle central, exécutant plus de 130 projets d'une valeur de 87 milliards d'euros.
Depuis son indépendance en 1991, le Kazakhstan a attiré près de 130 milliards d'euros d'IDE, ce qui en fait le premier centre d'investissement de la région.

MAINTIEN DES TAUX DE LA BCE

Christine Lagarde appelle à la patience

La Banque centrale européenne a maintenu ses taux inchangés, l'inflation ayant atteint son objectif de 2 %. La présidente de la BCE a annoncé son souhait de temporiser.
Après une année de baisses ininterrompues de ses taux, la Banque centrale européenne (BCE) a appuyé sur le bouton "pause", ce jeudi 24 juillet. Francfort se trouve désormais dans une position favorable, l'inflation étant revenue à son niveau cible, a indiqué Christine Lagarde, la présidente.
Dans une décision unanime, le conseil des gouverneurs a maintenu les taux d'intérêt inchangés, maintenant le taux de la facilité de dépôt à 2 %. "Nous sommes à 2 % d'inflation, ce qui est notre objectif à moyen terme", a déclaré Christine Lagarde, en adoptant un ton prudent et confiant lors de la conférence de presse qui a suivi cette réunion.
Bien que l'économie de la zone euro ait montré des signes de résilience, la présidente de la BCE a prévenu que les tensions commerciales, l'appréciation de l'euro et l'incertitude géopolitique continuaient d'assombrir les perspectives.
"Nous sommes bien positionnés pour faire face aux turbulences", a-t-elle assuré.
Elle a ainsi réaffirmé la position de la BCE, soulignant que les décisions continueraient d'être prises au fur et à mesure des réunions. "Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière", a-t-elle ajouté.

Intel réduit encore ses effectifs sur fond de résultats décevants

En difficulté, le fondeur de Santa Clara Intel prévoit de terminer l'année avec un effectif réduit à environ 75 000 personnes, soit une diminution de près d'un tiers de sa masse salariale en l'espace de moins d'un an. L'abandon de projets d'usines de production en Allemagne et en Pologne figure aussi au programme.

A la recherche de la rentabilité, Intel s'apprête encore à réduire ses effectifs. Après l'annonce en juin dernier du licenciement de jusqu'à 20 % des employés, le fondeur prévoit de terminer l'année avec un effectif d'environ 75 000 personnes contre 108 900 employés en décembre dernier, selon un document transmis à la SEC. Ce sont donc près de 34 000 employés qui sont concernés par ce plan d'ampleur. Cette annonce intervient alors que l'entreprise vient de publier des résultats financiers décevants pour le deuxième trimestre 2025 après un premier déjà mauvais. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 12,86 milliards de dollars, stable par rapport à l'année précédente, mais supérieur aux 11,92 milliards de dollars estimés par les analystes. Cependant, la marge brute a chuté de 9 points sur un an, à 29,7%.

Les coupes annoncées - sous forme de licenciements et de départs volontaires - doivent permettre à l'entreprise d'atteindre son objectif de réduction de dépenses d'exploitation à 17 milliards de dollars d'ici la fin de l'exercice 2025, puis 16 milliards de dollars en 2026. La répartition des suppressions de postes par secteur et par zone géographique n'a toutefois pas été communiquée. Le CEO d'Intel Lip-Bu Tan a justifié ces mesures dans un courriel adressé à tous les employés de l'entreprise ce jeudi 24 juillet 2025. Il a indiqué qu'au cours des dernières année la société avait investi trop, trop tôt, sans répondre à la demande » et que son empreinte industrielle s'est inutilement fragmentée et sous-exploitée. « Nous devons corriger le tir », a assuré le dirigeant qui a aussi récemment expliqué qu'Intel ne faisait plus partie du Top 10 des entreprises de semi-conducteurs.

Abandon des sites de production en Europe

Le fondeur a aussi décidé d'annuler ses projets de construction d'usines en Allemagne et en Pologne et de stopper ses activités d'assemblage et de test au Costa Rica en les consolidant sur des sites existants au Vietnam et en Malaisie. L'entreprise prévoit également de ralentir le rythme de production de sa dernière usine de puces située dans l'Ohio. La stratégie mettra également l'accent sur la revitalisation de l'architecture x86 et sur la réponse aux opportunités de l'IA déjà évoquées par Lip-Bu Tan lors de son premier discours auprès de ses clients et partenaires le 31 mars dernier : « par le passé, nous avons abordé l'IA avec une approche traditionnelle, centrée sur le silicium et la formation. Cette situation doit changer », a assuré le CEO.

Dans le cadre de cette transition, la firme a indiqué qu'elle concentrerait ses efforts sur les domaines où elle pourra se différencier, comme l'inférence et l'IA agentique. « Nous commencerons par les charges de travail d'IA émergentes, puis nous travaillerons à rebours pour concevoir des logiciels, des systèmes et des circuits intégrés pour nos clients », a fait savoir Lip-Bu Tan.

Énergie : l'ONU annonce le tournant que les pétroliers redoutent

Pour la première fois, investir dans les énergies renouvelables coûte moins chef que d'investir dans les énergies fossiles comme le pétrole qui, pour le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, arrivent en fin de cycle.

António Guterres l'assure : « les combustibles fossiles arrivent en fin de course ». Le secrétaire général de l'ONU, qui adopte un ton inhabituellement optimiste, annonce une bascule historique. Il faut dire que le dernier rapport de l'IRENA, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, est plutôt prometteur. On y apprend que le solaire coûte bien moins cher que les énergies fossiles, et que produire de l'énergie à l'aide de l'éolien coûte deux fois moins cher que les combustibles fossiles. Mais attention, car derrière les sourires, il faut aussi composer avec l'explosion de la demande électrique des centres de données et de l'intelligence artificielle. L'ONU appelle les géants technologiques à s'engager sur 100% d'électricité verte d'ici 2030.

Les prix du solaire et de l'éolien sont beaucoup moins chers que ceux des énergies fossiles

Le rapport de l'IRENA montre que l'équation a changé de manière assez spectaculaire. En chiffres, ce sont plus de neuf projets d'énergie renouvelable sur dix qui coûtent aujourd'hui moins cher que leurs équivalents fossiles. Le solaire photovoltaïque affiche même 41% de moins que l'alternative fossile la moins chère du marché.

L'agence donne trois facteurs convergents pour expliquer cette chute des prix. Il y a l'industrialisation bas carbone chinoise, qui fait son effet ; l'adoption massive des technologies pouvant être alimentées par les énergies renouvelables ; et plus globalement les 2 000 milliards de dollars d'investissements mondiaux l'année passée. Une enveloppe qui dépasse de 800 milliards les capitaux encore injectés dans les fossiles, on peut dire que c'est énorme.

Nous parlions du solaire, mais figurez-vous que l'éolien terrestre fait encore mieux, avec des coûts divisés par deux par rapport aux énergies traditionnelles. « Il n'y a pas de flambée des prix pour la lumière du soleil, pas d'embargo sur le vent », ironise Antonio Guterres, dans des propos rapportés par The Guardian.

L'ONU demande aux géants de la Tech de mieux contribuer au développement du renouvelable

Reste que la demande électrique pour les énergies renouvelables s'envole, portée à la fois par le besoin de climatisation dans un monde qui se réchauffe et l'appétit gargantuesque des data centers, toujours plus nombreux, plus coûteux et plus grands. L'intelligence artificielle transforme chaque requête ChatGPT en gouffre énergétique, et menace même l'objectif de limitation à 1,5°C du réchauffement climatique.

Le secrétaire général de l'ONU interpelle directement les géants technologiques. Ils les appellent à s'engager sur un objectif de 100% d'électricité bas carbone d'ici 2030. Un ultimatum qui vise autant Google et Microsoft qu'Amazon, tous grands consommateurs d'énergie pour leurs services cloud et leurs modèles d'IA toujours plus sophistiqués.

Paradoxalement, cette course à la performance numérique pourrait accélérer la transition verte. Les mastodontes de la Tech investissent massivement dans les énergies renouvelables pour leurs infrastructures. Mais les réseaux électriques, eux, peinent à suivre, avec à peine seulement 60 centimes investis dans les grilles pour chaque dollar de production. Une alliance technologie-climat qui doit encore résoudre ses goulots d'étranglement.

Brèves

Efficient Computer lance sa puce Electron E1

La start-up fondée en 2022 s'est fixée pour objectif de concevoir un CPU d'un genre particulier pour traiter les workloads d'IA dans des systèmes embarqués. Le composant Electron E1 d'Efficient Computer repose sur une architecture qui tente de résoudre les problèmes de surcharge liés au transfert des données. "E1 associe les instructions à des nœuds de calcul spécifiques puis laisse les données circuler entre elles, plutôt que de les faire transiter par pipeline centralisé, ", explique l'analyste Ian Cutress chez More Than Moore. "Ce modèle d'exécution natif basé sur le flux de données permettrait de réduire considérablement la consommation d'énergie que les processeurs classiques gaspillent simplement pour déplacer des données." Dans ses benchmarks, la société affirme que son semi-conducteur offre une efficacité énergétique 10 à 100 fois supérieure à celle des processeurs ARM embarqués leaders du marché incluant les Cortex M33, M85 et A5. "Au niveau physique, l'Electron E1 est fabriqué avec un package BGA standard et intègre une mémoire sur puce (on-chip) et des interfaces périphériques afin de minimiser la dépendance externe. Il contient 4 Mo de MRAM pour le stockage non volatile de code et de données, ainsi que 3 Mo de SRAM et 128 Ko de cache en banque. La puce prend en charge six instances de chaque interface QSPI, UART, SPI esclave et I2C maître, ainsi que 72 lignes GPIO et une horloge en temps réel", indique notre confrère All About Circuits.

Construire des mini apps IA avec Opal

Google Labs a annoncé la version bêta publique d'Opal, un outil expérimental pour créer des mini-applications d'IA. Pour l'instant uniquement accessible aux États-Unis, ce logiciel peut être utilisé pour accélérer le prototypage d'idées et de flux de travail basés sur l'IA, démontrer la validité d'un concept ou créer des applications d'IA personnalisées. La version bêta comprend une galerie de démonstration avec des modèles de démarrage qui peuvent être utilisés tels quels ou personnalisés pour répondre à des besoins spécifiques. Les "citizen developers" peuvent créer ces mini-applications IA à l'aide de commandes conversationnelles en langage naturel, d'un éditeur visuel ou d'une combinaison des deux. Ils n'ont qu'à décrire la logique, et Opal traduit les instructions en workflows visuels sans avoir à examiner une seule ligne de code.

AdGuard et Brave bloquent Microsoft Recall

Après Signal, c'est au tour du bloqueur de publicités AdGuard et du navigateur web Brave de ne pas supporter la fonction controversée de la firme de Redmond pour Windows 11. Pour rappel, celle-ci prend des captures d'écran à intervalle régulier de la navigation web de l'utilisateur pour l'aider à retrouver plus tard des recherches web, des photos, des applications, etc. Depuis son annonce en mai 2024, Recall a fait l'objet de plusieurs remaniements, dont les derniers en avril, qui n'ont pas été suffisants pour Signal. Ce dernier a annnoncé en mai qu'il ne supporterait pas cette fonction. C'est désormais également aussi le cas pour AdGuard et Brave qui proposent dans les dernières versions de leurs outils des fonctions pour désactiver Recall.

OPEL MOKKA GSE (2025)

Une première qui décoiff

Opel inaugure sa nouvelle gamme GSE exclusivement électrique avec une variante délurée de son petit SUV : l'Opel Mokka GSE fort de 280 ch !

Opel avait relancé son label GSE d'antan en l'appliquant sur certains modèles hybrides rechargeables, dont l'Astra avec une petite subtilité : le e minuscule. Mais désormais, le GSE se déclinera en majuscules uniquement et désignera les modèles les plus sportifs de la gamme au blitz. Premier rejeton de cette nouvelle dynastie « Gran Sport Electric » sera l'Opel Mokka GSE. Étroitement dérivé du Mokka GSE Rally que nous vous avions présenté en mai dernier, il en reprend les spécifications du groupe motopropulseur et profite des développements réalisés pour le châssis de ce dernier au niveau de la transmission, du refroidissement et du châssis. Du moins est-ce là le fond du discours marketing. Dans l'absolu, il reste difficile de déterminer ce qui est réellement spécifique à ce petit SUV allemand hautes performances et qui le différencie de ses cousins Stellantis que sont les Abarth 600e, Alfa Romeo Junior Veloce, Lancia Ypsilon HF ou future Peugeot E-208 GTI.

280 ch et 200 km/h

Sous le capot de cet Opel Mokka GSE, on retrouve donc un moteur électrique développant 280 ch et 345 Nm qui entraîne les roues avant. Une cavalerie conséquente pour une traction qui devrait être maîtrisée grâce à de grandes jantes de 20 pouces chaussées de Michelin Pilot Sport EV en 225/40 R20 et à un différentiel à glissement limité multidisque Torsen. Opel indique que la batterie de 54 kWh, commune à de nombreux petits modèles électriques du groupe STellantis, a fait l'objet d'un soin tout particulier en matière de refroidissement. L'autonomie devrait dépasser les 330 km WLTP.
Les performances annoncées font état d'une vitesse de pointe limitée à 200 km/h et un 0 à 100 km/h abattu en 5,9 s. Une vélocité qui devrait aller de pair avec un comportement dynamique de haut niveau grâce à une masse contenue sous les 1600 kg, mais également à une direction rigidifiée et plus directe ainsi qu'un châssis bénéficiant d'amortisseurs double-voie et d'une barre anti-roulis spécifiques. Ce potentiel sera gardé sous contrôle grâce à un freinage généreux qui prévoit des disques de 340 mm de diamètre pincés par des étriers Alcon à 4 pistons à l'avant.

Discrétion intérieure

Dans l'habitacle, le Mokka GSE se distingue par des sièges sport inédits et un revêtement façon Alcantara sur les panneaux de portes tandis que l'instrumentation digitale bénéficie d'un marquage GSE et opte pour un schéma de couleur jaune. Une teinte qui prévaut également dans les menus de l'infodivertissement central (10 pouces), Opel y ajoutant un menu « Performance » dédié qui permet d'afficher la jauge de puissance, le niveau de charge de la batterie, la température de la batterie et son voltage, mais aussi de visualiser l'exploitation du couple ou encore de mesurer ses performances en accélération et en G latéraux et longitudinaux.

Prix et livraisons

Opel ne communique pas encore de tarifs pour ce nouveau Mokka GSE. Pour en savoir davantage, il faudra attendre le prochain salon IAA de Munich en septembre prochain, où le modèle y sera révélé au grand public. La commercialisation devrait intervenir dans le dernier trimestre 2025 avec des livraisons qui pourraient encore avoir lieu avant fin 2025.

Tesla en 2025 : entre turbulences financières et l'ombre d'un modèle abordable qui voudrait tout changer

Plombé par des ventes en net recul, des revenus en forte baisse et des incertitudes réglementaires, Tesla a dévoilé des résultats trimestriels parmi les plus difficiles de son histoire. Seuls motifs d'espoir : l'expansion du réseau de Superchargeurs et l'annonce des premiers prototypes de modèles électriques plus accessibles.
Après une année 2024 déjà stagnante, Tesla a confirmé au deuxième trimestre 2025 une aggravation de la chute de ses ventes mondiales avec seulement 384 000 véhicules livrés, soit un repli de 13,5 % sur un an. Le chiffre d'affaires trimestriel recule de 12 % à 22,5 milliards de dollars, tandis que les revenus automobiles chutent de 16 % à 16,6 milliards.
L'opération séduction auprès des clients (remises, Supercharger gratuit, crédit à taux réduit, abonnement à la conduite autonome offert) semble avoir pesé sur les marges : le prix moyen des véhicules livrés poursuit sa spirale descendante.
La rentabilité automobile ne tient plus que grâce à la vente de crédits réglementaires, tombée à 439 millions (–51 %) et appelée à disparaître dans un futur proche avec la remise en cause des normes d'émissions américaines. Pour la première fois depuis des années, la trésorerie de Tesla recule (–200 millions, à 36,8 milliards de dollars).

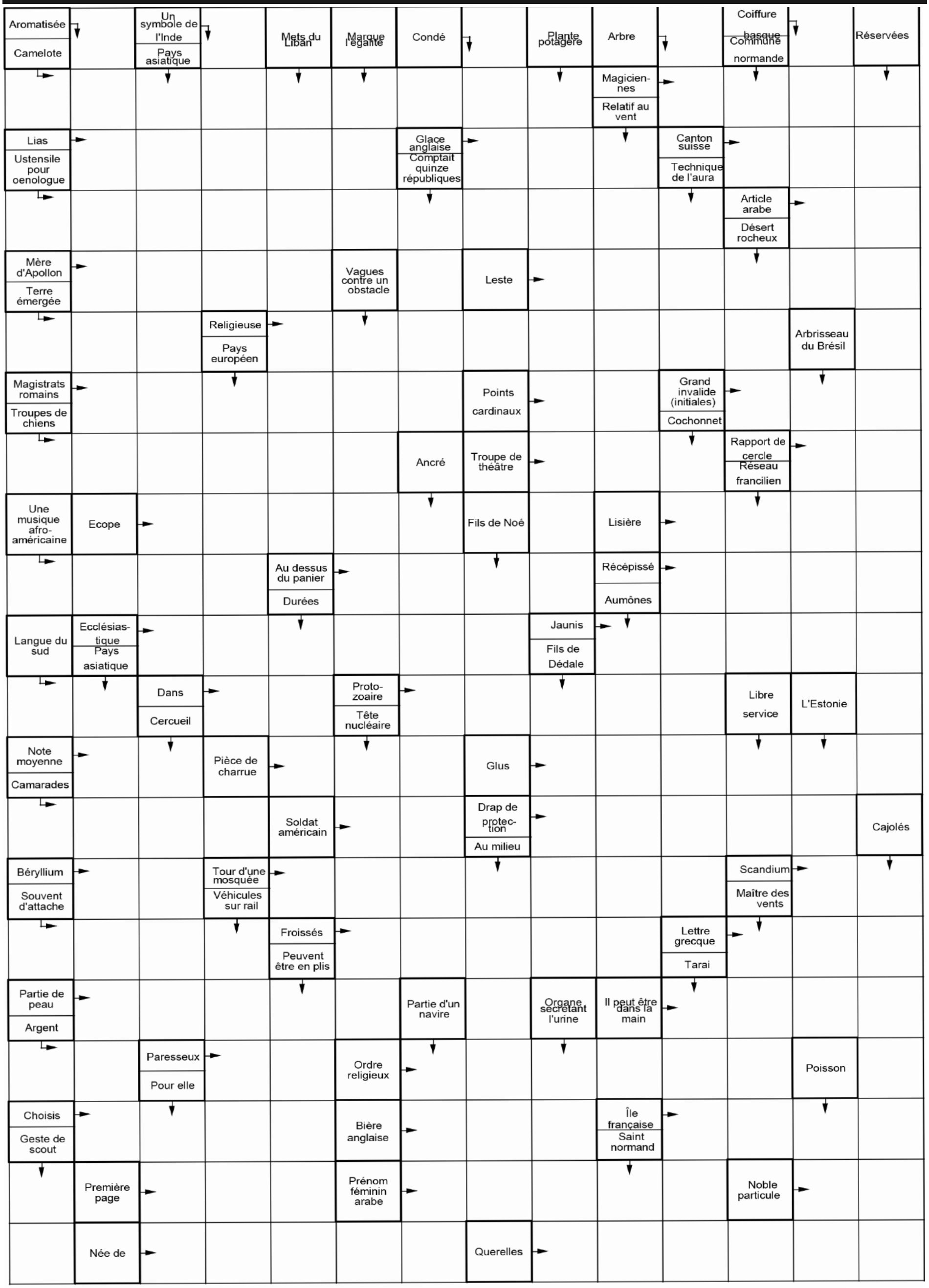
Supercharger : la seule activité en croissance

Au cœur de la tempête, une division tire néanmoins son épingle du jeu : la recharge rapide. Au premier semestre 2025, Tesla a ajouté quelque 2 200 nouvelles bornes Supercharger, portant le total mondial à plus de 50 000. L'utilisation a bondi de 27 %, avec 42 millions de sessions enregistrées et 1,4 TWh délivrés (+26 %). Ce dynamisme fait figure d'exception dans le contexte global et permet à Tesla de conserver une avance sur l'écosystème de recharge long parcours. Toutefois, on note qu'après une année 2024 record, la branche énergie (production & stockage) ralentit également, avec des revenus en baisse de 7 % à 2,8 milliards au second trimestre, pénalisée par des prix de vente inférieurs malgré une demande soutenue pour les Powerwall et Megapack. Le segment reste toutefois rentable, avec une croissance annuelle de +67 % au premier trimestre, mais ne compense plus le fléchissement du cœur de métier automobile.

Model Q, Model 2 ou Model Y abordable : quelque soit son nom une nouvelle Tesla moins chère arrive

Dans ce contexte délicat, toute l'attention converge sur l'annonce faite par Tesla durant sa présentation financière : la marque affirme avoir achevé en juin 2025 les « premiers prototypes de production » de son futur modèle dit "abordable". Il s'agit d'un nouveau véhicule électrique censé représenter un réel changement économique pour la marque, qui souffre actuellement de la baisse de ses ventes, de la stagnation de sa gamme (Model 3, Model Y, Cybertruck), et d'une concurrence chinoise de plus en plus agressive, tant sur le plan tarifaire que sur le plan technologique.
Si Tesla ne donne pas encore officiellement le nom de ce modèle ni ses caractéristiques précises (dimensions, autonomie, équipements, design), les informations récupérées laissent entendre qu'il s'agit enfin du fameux "Model Q" ou d'un véhicule compact positionné autour des 30 000 €. Ce modèle, plusieurs fois repoussé, est attendu comme le levier de démocratisation de l'électrique chez Tesla, capable d'attaquer de front la montée en puissance de BYD et consorts sur le segment des électriques à prix agressif.
Pour finir, Elon Musk tente de ranimer l'enthousiasme en promettant une extension rapide du service Robotaxi. Il affirme que la moitié de la population américaine y aura accès fin 2025, alors que le service n'opère aujourd'hui qu'à Austin sur des flottes internes supervisées par téléopération et qu'aucune homologation n'a été obtenue à ce stade pour une exploitation commerciale à grande échelle.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 27 juillet 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le Brent à 68,44 dollars

Les cours du pétrole ont reculé vendredi, les opérateurs laissant échapper leurs inquiétudes quant à l'avancement des accords commerciaux entre Washington et ses principaux partenaires. Alors qu'il évoluait dans le vert en première partie de séance, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a abandonné 1,07% à 68,44 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, a connu la même évolution et a finalement cédé 1,32% à 65,16 dollars.

SOMMET ONUSIEN SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Rezig représentera l'Algérie à Addis-Ababa

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, prendra part aux travaux du 2e Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS+4), prévu du 27 au 29 juillet à Addis-Ababa (Ethiopie), indique samedi, un communiqué du ministère. La participation de l'Algérie s'inscrit dans le cadre de son engagement, sous la conduite du président de la République, à soutenir les efforts internationaux visant à construire des systèmes alimentaires durables, équitables et résilients, au vu des défis croissants liés à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques et aux mutations économiques mondiales, lit-on dans le communiqué.

ACHEMINEMENT ET RÉCUPÉRATION DES VALISES DIPLOMATIQUES

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France en Algérie convoqué au MAE

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France en Algérie a été convoqué de nouveau, samedi, au siège du ministère des Affaires étrangères au sujet de la persistance des entraves rencontrées par l'ambassade d'Algérie à Paris quant à l'acheminement et à la récupération des valises diplomatiques, en violation des obligations internationales du Gouvernement français, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France en Algérie a été convoqué de nouveau, ce jour, au siège du ministère des Affaires étrangères au sujet de la persistance des entraves rencontrées par l'ambassade d'Algérie à Paris quant à l'acheminement et à la récupération des valises diplomatiques, en violation des obligations internationales du Gouvernement français", note la même source. "Initialement limitées à l'ambassade d'Algérie en France, ces entraves viennent d'être étendues aux postes consulaires algériens, en dépit de l'engagement pris par le Quai d'Orsay de faire en sorte que cette mesure soit reconsidérée", précise le communiqué. "En stricte application du principe de la réciprocité, le directeur des Immunités et privilèges diplomatiques au ministère des Affaires étrangères a procédé à la récupération de l'ensemble des titres d'accès privilégiés aux ports et aéroports algériens accordés à l'ambassade de France en Algérie", ajoute la même source.

1ère ÉDITION DU SALON "TAM-WIL 2025"

Plus de 50 exposants attendus

Plus de cinquante (50) exposants sont attendus à la première édition du Salon national des services financiers dédiés au soutien à l'investissement "TAM-WIL 2025", organisé par la Fondation algérienne de soutien à la jeunesse et au développement de l'entrepreneuriat (AFYE), du 29 au 31 juillet courant, sous le patronage du ministère des Finances, indique un communiqué de l'organisateur. Placé sous le thème "Catalyseur de l'investissement en Algérie", cet événement qui sera organisé à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), TAM-WIL 2025, devrait accueillir plus de 1.600 visiteurs, dont des investisseurs, des entrepreneurs, des représentants de banques et d'institutions financières, ainsi que d'organismes d'appui à l'investissement et de représentants de ministères et d'entreprises publiques et privées. Le Salon "TAM-WIL 2025" vise à braquer la lumière sur les solutions financières et les technologies modernes destinées à l'investissement, notamment au vu des incitations présentées par l'Etat en faveur des investisseurs nationaux et étrangers. L'événement vise également plusieurs objectifs stratégiques, notamment la facilitation des échanges directs entre investisseurs et institutions de financement, l'élargissement de l'inclusion financière, le renforcement de l'innovation dans le secteur, l'encouragement de la concurrence bancaire, l'accélération de la numérisation des paiements et des services financiers, la présentation d'expériences et de mécanismes de financement international, ainsi que la formulation de recommandations en vue de l'amélioration du cadre juridique et financier de l'investissement en Algérie. Le programme du salon prévoit des rencontres bilatérales ainsi que des workshops spécialisés sur le financement de l'investissement, les garanties de crédit, la couverture des risques liés aux projets, le paiement électronique, le soutien à la jeunesse et le développement de l'entrepreneuriat. Un "hackathon" dédié à l'innovation financière sera également organisé, visant à présenter des solutions technologiques innovantes relatives à la numérisation des services, à l'accès des entreprises au marché boursier, à la diversification des prestations de crédit-bail, au développement des services numériques des institutions financières, à l'optimisation du traitement des demandes de financement, ainsi qu'au renforcement de la cybersécurité, outre la mise en place d'un espace dédié aux étudiants universitaires afin de leur permettre d'exposer leurs projets de fin d'études. Le salon sera clôturé par la remise du "Bouclier du Salon" avec une cérémonie de distinction des acteurs principaux et des entreprises ayant soutenu l'événement. Le salon comprendra quatre espaces principaux, à savoir le "Boulevard des banques", dédié aux offres bancaires, le "Lobby d'Assurances", consacré aux solutions d'assurance et de garantie, le pavillon "Appui à l'investissement", réservé aux institutions de soutien et d'accompagnement, et l'espace "Media et publicité" pour les acteurs de la promotion et des services médiatiques.

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mme Mansouri participe au Sommet du C10 de l'UA sur la réforme du Conseil de sécurité

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris part, vendredi par visioconférence, aux travaux du 6ème Sommet du Comité des Dix (C10) de l'Union africaine (UA) sur la réforme du Conseil de sécurité, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. "Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri a participé ce jour par visioconférence, aux travaux du 6ème Sommet du C10 de l'UA sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies", lit-on dans le communiqué. Le Sommet, présidé par le président du Sierra Leone, M. Julius Maada Bio, a été consacré à "l'adoption d'un modèle de réforme reflétant la position africaine unifiée, en vue de sa présentation au président de l'Assemblée générale de l'ONU dans le cadre des négociations intergouvernementales en cours", précise la même source. Dans son allocution lors du Sommet, Mme Mansouri a réaffirmé, au nom du président de la République, l'engagement de l'Algérie "à défendre le droit légitime de l'Afrique à une représentation équitable et permanente au sein du Conseil de sécurité onusien, conformément à la Déclaration de Syrte et au Consensus d'Ezulwini ". Elle a mis l'accent sur la nécessité d'"unifier les rangs africains et d'intensifier les efforts pour une réforme globale qui rétablisse l'équilibre de l'ordre international sur la base de la justice et de l'équité", a conclu le communiqué.

ENVIRONNEMENT

Lancement d'une campagne nationale de ramassage des algues sur les plages du littoral

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a lancé, samedi, une campagne nationale de ramassage des algues sur les plages du littoral algérien, indique un communiqué du ministère. Les wilayas concernées par cette campagne, prévue jusqu'au 16 août prochain, sont Chlef, Tlemcen, Jijel, Annaba, Mostaganem, Oran, Boumerdès, El Tarf, Tipasa, Aïn Témouchent, Skikda, Tizi Ouzou et Béjaïa, selon le communiqué, qui précise que l'opération avait été différée dans la wilaya d'Alger en raison de conditions météorologiques défavorables. Organisée en coordination avec plusieurs départements ministériels, les autorités locales et des acteurs engagés dans la protection de l'environnement, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à protéger le littoral et à améliorer le cadre de vie des citoyens et des estivants. La campagne vise essentiellement à éliminer les algues dont la prolifération observée récemment sur les plages est attribuée à différents facteurs environnementaux, dont le changement climatique et l'augmentation de la température de surface de la mer. D'après le ministère, la présence d'algues a été constatée dans trois des 14 wilayas côtières du pays, à savoir Alger (16 plages), Mostaganem (3 plages) et Aïn Témouchent (une seule plage).

HOMMAGE AU DÉFUNT JOURNALISTE ALI DRAA

Le ministre de la Communication prend part à une cérémonie

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane a pris part, samedi à Alger, à une cérémonie organisée en hommage au défunt journaliste Ali Draa, décédé le 15 juillet courant, à l'âge de 78 ans. Dans une oraison funèbre prononcée lors de cette cérémonie organisée par le Groupe "Echourouk" à la salle Ibn Zaydoun de l'Office Ryad El Feth, le ministre a rappelé les qualités louables de feu Ali Draa qu'il a qualifié de "figure emblématique de la presse nationale", soulignant que cette cérémonie se veut une halte de reconnaissance et de considération envers cet homme qui fut témoin et artisan dans l'histoire de la presse algérienne. Louant les grandes qualités du défunt, M. Meziane a indiqué qu'il était "un journaliste profondément empreint des valeurs patriotiques, un journaliste convaincu que la presse est avant tout un message et que chaque mot engage une responsabilité", ajoutant qu'il s'agit d'un journaliste qui était "animé d'une conviction profonde, que tout parti pris, doit être orienté, en toute circonstances, vers l'Algérie". "Malgré le vide immense laissé par la disparition du regretté, nous trouvons en cela une certaine consolation, celle de voir les enfants de cette patrie continuer de se souvenir de ses loyaux enfants et s'inclinent, avec déférence, devant le parcours de ceux ayant porté l'Algérie dans leur cœur, ceux qui l'ont défendue par leurs plumes et encore ceux qui l'ont aimée à travers leurs positions", soutient-il. Pour sa part, le Directeur général du Groupe "Echourouk", Rachid Fodil, a mis en avant les qualités et les hauts faits du défunt connu pour sa défense, avec dévouement, de la profession et des constantes nationales, laissant ainsi "un souvenir honorable pour tous ceux qui l'ont côtoyé". Cette cérémonie d'hommage a vu la présence de responsables de médias, des journalistes, de personnalités politiques et de représentants de la société civile.